



*Date de dépôt : 8 juin 2026*

## **Rapport**

**de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi  
du Conseil d'Etat approuvant les états financiers individuels de  
l'Etat de Genève pour l'année 2025**

*Rapport de Pierre Eckert (page 3)*

## **Projet de loi (13790-A)**

### **approuvant les états financiers individuels de l'Etat de Genève pour l'année 2025**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu l'article 108 de la constitution de la République et canton de Genève, du 14 octobre 2012 ;  
vu la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013 ;  
vu les états financiers individuels de la République et canton de Genève pour l'année 2025,  
décrète ce qui suit :

#### **Art. 1        Etats financiers**

Les états financiers individuels pour l'année 2025, présentés en annexe et faisant partie intégrante de la présente loi, sont approuvés :

- l'excédent final de revenu au titre de l'année 2025 est nul ;
- les fonds propres au 31 décembre 2025 s'élèvent à 2 103 millions de francs.

#### **Art. 2        Réserve conjoncturelle**

La réserve conjoncturelle n'est ni dotée, ni utilisée au titre de l'année 2025. Elle s'élève à 1 000 millions de francs au 31 décembre 2025.

#### **Art. 3        Crédits supplémentaires**

Les crédits supplémentaires pour l'exercice 2025, selon la liste présentée en annexe et faisant partie intégrante de la présente loi, sont acceptés.

## Rapport de Pierre Eckert

La commission des finances sous la présidence de M<sup>me</sup> Emilie Fernandez a examiné le projet de loi mentionné en titre lors de sa séance du 3 juin 2026. Les états financiers individuels à proprement parler ont également été abordés en commission le 1<sup>er</sup> avril 2026.

Les travaux de la commission sur ce projet de loi ont été notamment suivis par M<sup>me</sup> Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, et les collaborateurs suivants du département des finances : M<sup>me</sup> Aicha Laatiki, cheffe du service des états financiers, M<sup>me</sup> Adriana Jost, directrice de la trésorerie générale, M. Pierre Béguet, directeur général des finances, M. Olivier Fiumelli, secrétaire général adjoint, M. Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité, M. David Miceli, économiste, M. Yves Fornallaz, directeur du budget, ainsi que, pour la partie charges de personnel et bilan social, M. André Vuichard, directeur, et M. Yann Schorderet, économiste adjoint.

M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique, a assisté la commission lors de ses travaux. M. Aurèle Dupuis a pris les procès-verbaux des séances en question.

Qu'ils et elles en soient toutes et tous remerciés.

## Introduction

Les états financiers étant intimement liés à la gestion elle-même de l'Etat, il n'est pas possible de séparer dans ce rapport ce qui est de nature purement comptable de ce qui relève de la gestion. L'essentiel des travaux de la commission (et en particulier les auditions des départements) est donc relaté dans le rapport sur le PL 13789 approuvant le rapport de gestion du Conseil d'Etat pour l'année 2025.

Dans ce rapport, l'auteur synthétisera les débats relatifs aux états financiers individuels de l'Etat de Genève. En ce qui concerne les comptes consolidés, le lecteur se référera au rapport sur le PL 13791.

La présentation du département des finances sur les thèmes transversaux se trouvant en annexe donne une image synthétique très claire de la question, à laquelle il est fait référence.

## **Etats financiers individuels 2025 (tome 1)**

**Audition de M<sup>me</sup> Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat, de M<sup>me</sup> Aicha Laatik, cheffe du service des états financiers, de M. Pierre Beguet, directeur général des finances, de M. Pierre-Emmanuel Beun, directeur financier et comptabilité, et de M. Olivier Fiumelli, secrétaire général adjoint**

M. Beun indique que la présentation commence avec le tome 1 portant sur les états financiers individuels. Il évoque en premier le tableau du compte de résultat et dit que le résultat d'exploitation est déficitaire de 102 millions de francs. Le résultat financier en dessous comprend les produits financiers (intérêts fiscaux, revenus, dividendes – par exemple les revenus de la BNS sont dans cette catégorie) et les charges financières (intérêts de la dette). Il dit que le résultat financier est bénéficiaire de 213 millions pour l'année 2025. Ensuite, le résultat net – qui est la somme du résultat d'exploitation et du résultat financier – est bénéficiaire de 111 millions. Concernant le zoom sur le résultat net, M. Beun indique qu'on y trouve un amortissement de la réserve budgétaire. Ensuite, il aborde le tableau du compte d'investissements : on y voit un niveau soutenu d'investissement. Le tableau du flux de trésorerie permet d'expliquer l'augmentation et la diminution de la dette de l'Etat. Concernant le tableau Bilan, on trouve l'actif (la trésorerie qui a fortement augmenté, notamment en fin d'année) et le passif. Les fonds propres s'élèvent à 2 milliards environ, avec une réserve budgétaire négative et une réserve conjoncturelle de 1 milliard à la fin de l'année 2025.

Concernant la réserve budgétaire CPEG, il y a d'un côté un montant à prendre en charge et de l'autre l'engagement de prévoyance (montant à payer à la CPEG). M. Beun indique que la solution envisagée ici a été de répartir la recapitalisation à charge de l'Etat – qui s'élève à environ 5 milliards – sur 40 ans. Il souligne le fait que la réserve budgétaire CPEG et l'engagement de prévoyance sont distincts. Sur la réserve budgétaire, il dit qu'il y a notamment eu des amortissements supplémentaires, ce qui permet de réduire le montant des amortissements sur les années suivantes : on passe par exemple en 2020 de 119 millions à 42 millions en 2027. Pour l'engagement de prévoyance, on note notamment un apport initial de 1 milliard en 2020, puis un remboursement volontaire de 500 millions. Il y a également une baisse des intérêts sur prêt simultané : on passe de 72 millions en 2020 à 48 millions en 2027 concernant ces intérêts. M. Beun fait ensuite observer une baisse entre 2020 et 2025 aussi bien de la réserve budgétaire CPEG que du solde du prêt simultané avec la CPEG, avec un croisement des courbes en 2022. Fin 2025, il reste 1,4 milliard à amortir et 2,8 milliards à payer à la CPEG d'ici fin 2059.

M<sup>me</sup> Fontanet souligne que grâce aux amortissements supplémentaires, le département a réduit le montant des amortissements minimaux de 119 millions en 2020 à 42 millions en 2027.

M. Beun ajoute que l'idée de cette politique budgétaire était donc d'éviter un impact trop fort sur les finances de l'Etat. Le but est de financer ceci par des excédents de revenus. Fin 2025, les emprunts de l'Etat se situent à 11,3 milliards, ce à quoi on ajoute 2,9 milliards d'engagements de prévoyance CPEG et 0,1 milliard d'engagements de prévoyance FPTPG : au total 14,3 milliards. On observe ici un mécanisme financier vertueux, avec un cumul total qui passe de 17,1 milliards en 2020 à 14,3 milliards fin 2025.

Concernant ensuite les comptes 2025, pour les revenus, M. Beun souligne l'importance des revenus de la BNS. Pour les charges, ce sont les subventions et transferts qui augmentent significativement par rapport à 2024. Il ajoute que la slide de la page 11 de la présentation reprend une question d'un député : on y voit que la croissance des charges est soutenue par l'augmentation des revenus fiscaux. Comme demandé, le département présente donc également en supplément aujourd'hui la croissance des revenus totaux : ceci permet de montrer que les revenus totaux sont plus élevés que les charges à partir de 2021.

Un député (S) remercie M. Beun pour cet ajout.

Au niveau de l'exploitation, M. Beun indique que la situation s'est dégradée récemment : il y a une nette augmentation à partir de 2021 à la sortie du COVID et une situation déficitaire nouvelle en 2025.

M<sup>me</sup> Fontanet dit que ceci n'est pas anodin : c'est seulement le deuxième résultat d'exploitation déficitaire depuis 2016.

Concernant les garanties, M. Beun dit qu'il n'y a pas de risque particulier à devoir actionner les cautions. Il attire l'attention des membres de la commission sur le fait que le tome 1 contient d'autres informations : la liste des prêts et participations, le rapport sur les fonds et libéralités, le rapport sur les obligations sociales.

Un député (LJS) demande des précisions sur la réserve budgétaire CPEG.

M<sup>me</sup> Fontanet indique que c'est la CPEG qui a prêté de l'argent à l'Etat dans l'optique de la recapitaliser. L'Etat rembourse ensuite.

Le député (LJS) aborde ensuite les **normes IPSAS** : il pense que ce serait bien que la commission ait des explications approfondies sur ces normes, par un externe.

M. Béguet dit qu'il est possible de formuler cette demande à la Cour des comptes si besoin. Il précise qu'il y a très peu de cantons en Suisse qui sont

soumis aux normes IPSAS : seulement Genève, Zurich, Lucerne et Bâle-Ville. La grande majorité des cantons suisses a donc une marge de manœuvre plus grande sur cet aspect. Ils peuvent faire des réserves budgétaires pour les budgets futurs et créer des fonds.

M<sup>me</sup> Fontanet ajoute qu'effectivement les normes IPSAS requièrent plus de rigueur. Pour Genève, lorsque la facture est reçue, on peut alors faire une provision. Il est impossible de faire une provision en fonction des estimations possibles. Elle ajoute qu'on reçoit la facture largement après les comptes. Au cas où, elle dit que le département est largement en mesure d'expliquer dans le détail ces normes IPSAS à la commission des finances.

Le député (LJS) dit qu'il faut trouver une solution, et qu'il faudra probablement également passer par une modification de la loi. Il ajoute que c'est un transitoire dont il est question ici, et pas une provision.

M. Fiumelli rappelle que le problème ne se situe pas au niveau d'une modification des lois. Il dit qu'avec une provision, il n'y a pas de création d'argent. Il pose la question suivante : est-ce que le projet de budget aurait été voté s'il avait été équilibré grâce à une provision ? Il indique que c'est cette question qui est pertinente ici. Si besoin, M. Béguet dit que la Cour des comptes pourra expliquer dans le détail ce qu'est une provision, et ce qui est pratiqué dans les autres cantons.

Un député (PLR) demande ceci : est-ce que le taux de couverture de la CPEG – qui est à sa connaissance à 76% et qui devrait être à 80% – peut faire l'objet d'une provision ?

M<sup>me</sup> Fontanet répond par la négative, car ceci varie, elle ajoute qu'on a plusieurs années pour l'atteindre.

M. Beun indique que ce taux de 80% doit être atteint en 2052.

M. Béguet ajoute qu'on se situe à 79,3% à la fin 2025, et à 76,6% pour l'année précédente.

Un député (LC) revient sur le tableau des cautions (page 13 de la présentation), qui se situent à 1,2 milliard. Dans l'hypothèse où d'autres entités nécessitent des cautionnements, il demande jusqu'où on peut aller avec ces cautions. Il se réfère notamment au cas des TPG.

M. Beun répond que l'Etat est toujours le porteur du risque économique. Pour les fonds propres des TPG, ils doivent effectivement rester positifs, dans l'idée notamment d'assurer une confiance pour les entités qui prêtent.

M. Béguet dit que pour les instituts qui financent l'Etat (assurances, banques), ces établissements autonomes (comme les TPG), c'est l'Etat. Dans

ce sens, il n'y a d'ailleurs pas de problème que les TPG aient peu de fonds propres.

Concernant le bilan, un député (Ve) pose une question sur les comptes de régularisation des actifs dans le domaine fiscal. Il demande ceci : est-ce qu'ils sont mis dans les recettes au moment de l'année de la notification ?

M. Beun dit que ce sont ici des charges constatées à l'avance.

Le député (Ve) fait la distinction entre de la régularisation d'actifs et un rattrapage : il pense qu'on est plutôt pour le coup face à un rattrapage.

M. Béguet dit qu'ici on se situe dans les comptes de régularisation d'actifs. Pour tout ce qui est fiscal, il dit qu'effectivement ce sont des charges constatées à l'avance et qu'il faudra demander la confirmation de ceci aux économètres.

Le député (Ve) demande une confirmation que tout ce qui se trouve dans les comptes de régularisation d'actifs ne concerne pas la fiscalité.

Les auditionnés confirment.

Concernant les dérogations aux normes IPSAS, un député (MCG) aimerait des précisions sur un extrait du règlement qui indique que « les engagements de prévoyance relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas comptabilisés selon la norme IPSAS 39 ».

M. Beun répond que ces engagements sont effectivement comptabilisés différemment, car ce sont des montants très importants. Il se réfère ici à la caisse de l'Etat ou encore à la caisse de la police.

M. Béguet dit que c'est un choix fait par les cantons lors de l'adoption des normes IPSAS. Les cantons se sont dit qu'il est impossible de mettre en pratique ce type de normes pour une gestion publique. Par contre, il précise que les SIG et l'aéroport le font.

Le député (MCG) demande si concrètement l'Etat pourrait tout de même le faire.

M. Béguet répond que cette dérogation ne pose aucun problème à tous les instituts qui financent l'Etat.

Concernant la rétrocession à la France, le député (MCG) demande pourquoi cela n'a pas été considéré comme une dépense. Il estime que cette rétrocession devrait être comparable à la péréquation.

M. Béguet dit que c'est un changement effectué il y a une dizaine d'années, lors de la législature 2014-2018. Avant ce changement, on avait d'un côté les revenus d'impôts à la source et de l'autre côté en charges la rétrocession aux collectivités publiques françaises. Il a été décidé de mettre la rétrocession en déduction de l'impôt à la source.

M. Fiumelli ajoute que c'était également pour être comparable aux autres cantons. Il s'agissait d'avoir ainsi des revenus et des charges qui sont comparables vis-à-vis des autres cantons.

## Revenus fiscaux

### Audition de M. David Miceli, économètre, AFC

M. Miceli dit qu'il va traiter des revenus fiscaux. Ces derniers s'élèvent à 9028 millions pour 2025. Par rapport à 2024, il y a eu un recul concernant l'impôt sur les personnes morales. Pour 2025, les personnes physiques participent à 57%. Il dit qu'il y a une structure particulière à Genève, avec une petite partie des contribuables qui génèrent une grande partie des revenus fiscaux. Il y a donc une forte concentration de l'impôt à Genève, aussi bien pour les personnes morales que physiques. Par exemple, les 1% de contribuables avec l'impôt le plus élevé participent à 70% du total de l'impôt sur la fortune. Pour les personnes morales, le phénomène est encore plus accentué : les 1% de contribuables avec l'impôt le plus élevé contribuent à 91,6% à l'impôt sur le bénéfice. Il ajoute que, pour les années les plus récentes, une dizaine d'entreprises parmi les plus importantes représentent environ la moitié de cet impôt. M. Miceli ajoute que plus cette concentration est élevée, plus il est difficile de faire des prévisions précises.

Pour l'impôt sur les bénéfices, M. Miceli dit qu'il y a trois branches principales à Genève : l'horlogerie, le commerce de gros, les activités financières et assurances. A partir de l'entrée en vigueur de la RFFA (2020), la part du commerce de gros a fortement augmenté. Depuis 2022, il y a un retour à une situation plus classique concernant ce secteur. Entre 2022 et 2025, il y a eu une diminution des montants générés par le commerce de gros.

M. Miceli dit qu'il y a des impôts périodiques qui doivent être estimés dans les comptes, ce sont les suivants : impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques (PP), impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales (PM), impôt immobilier complémentaire, part cantonale à l'IFD. **Au moment du bouclage des comptes, l'administration fiscale est obligée de faire une estimation.** A l'aide de modèles et d'hypothèses de croissance, l'impôt 2025 est totalement estimé. M. Miceli dit que le corolaire de ceci est l'application par la suite de correctifs d'estimations, à savoir une réévaluation des impôts qui ont été estimés. Par ailleurs, M. Miceli ajoute qu'il y a également des impôts non périodiques qui ne nécessitent pas d'estimation dans les comptes.

M. Miceli propose ensuite une vue d'ensemble pour les écarts entre budget et comptes pour différents impôts (slides 38-41 de la présentation). Chose



remarquable, il fait noter qu'il y a un écart de 166 millions au total entre les comptes et le budget. De manière globale, on explique ceci par l'impôt sur les personnes physiques (+ 187 millions). Par contre, on note un écart négatif pour les personnes morales (-301 millions), ce qui s'explique notamment par un effet probable de la hausse des droits de douane américains. Concernant l'écart de +216 millions sur les correctifs d'estimation, entre 2020 et 2024, M. Miceli indique qu'il est réparti ainsi : +110 millions pour les personnes physiques et +106 millions pour les personnes morales. Il aborde ensuite le déroulé des échéances au niveau du calendrier (slide 42 de la présentation). Il y a entre autres la préparation des amendements en septembre, sur la base des questionnaires transmis aux entreprises et aux contribuables. M. Miceli traite ensuite des différentes explications des écarts comptes-budget, en évoquant aussi bien les nombreuses incertitudes dans le budget 2025 que la situation dans les comptes 2025. Il aborde ensuite ces écarts pour les personnes physiques en ce qui concerne l'impôt cantonal sur le revenu et la fortune : il fait observer ici la baisse d'impôts entre 2024 et 2025. A propos de l'impôt cantonal sur le bénéfice et le capital, M. Miceli dit ensuite que, pour les personnes morales, la baisse anticipée au moment du budget est plus importante au moment des comptes.

M. Miceli traite ensuite du nombre de transactions par année qui génèrent au moins 1 million de francs d'impôt. Après une forte baisse de ces transactions entre 2021 et 2024, on note une légère augmentation en 2025. Sur les droits d'enregistrement, ce qui a été mis dans le budget 2025 fut 310 millions, au niveau effectif, ce montant s'élève à 307 millions.

Pour les successions et les donations, M. Miceli dit que l'exercice est très hasardeux. Les écarts sont donc plus grands. Pour les successions, l'estimation fut trop élevée. Pour les donations, la situation est totalement inverse : les montants prélevés en réalité (136 millions) sont bien plus élevés que ce qui avait été estimé (46 millions). Il ajoute que c'est seulement une poignée de donations qui a généré en tout une somme très importante pour 2025.

M. Miceli aborde ensuite les moyens mis en œuvre par l'administration fiscale pour limiter le plus possible des écarts entre les budgets et les comptes. Il y a les éléments suivants : questionnaire adressé à un panel d'entreprises, questionnaire aux personnes physiques les plus importantes et des tentatives, en parallèle, d'améliorer les modèles de prévision. Il ajoute que l'administration a également mis en place différents ajustements méthodologiques. Au total, ces ajustements ont permis de réduire l'écart entre les comptes et le budget de 354 millions de francs.

M. Miceli indique à la commission que les slides des pages 53 et 54 de la présentation montrent la situation au bouclage des comptes 2025, en

restituant les correctifs aux années correspondantes, d'abord pour les personnes physiques, puis pour les personnes morales.

M<sup>me</sup> Fontanet précise ici que les montants 2025 sont totalement estimés.

M. Miceli ajoute ensuite qu'il y a une baisse de l'impôt cantonal sur le bénéfice entre 2024 et 2025 pour pratiquement tous les secteurs économiques, avec une intensité variable. Pour le nombre de contribuables imposés selon la dépense, on note une légère baisse entre 2011 et 2023 et un montant généré relativement stable.

Un député (S) revient sur la page 53 (slide de la présentation) *Evolution de l'impôt des personnes physiques*, et demande le montant exact pour les années 2024 et 2025.

M. Miceli répond que pour l'année 2024, on se situe à 5,538 milliards ; pour l'année 2025, 5,294 milliards.

Le député (S) aborde ensuite la page 38 (slide de la présentation) sur les revenus fiscaux. Il pose la question suivante : est-ce possible d'avoir ce même tableau avec les comptes 2024 ? En outre, il souhaiterait pour la slide suivante concernant les impôts courants (ligne *impôts courants, année fiscale 2025 : -22*) aussi une comparaison avec les comptes 2024.

M. Miceli dit qu'il prend note et transmettra (cf. annexe 2).

Un député (S) pose une question sur la page 52 (slide de la présentation) concernant les ajustements méthodologiques. Il rappelle que ces ajustements ont permis de réduire l'écart entre les comptes et le budget de 354 millions. Il demande ceci : ces ajustements sont-ils purement techniques ? En appliquant ces ajustements sur les années précédentes, cela aurait-il impacté les budgets précédents en recettes fiscales ?

M. Miceli confirme.

Comme ces estimations fiscales sont administratives et techniques, le député (S) souhaite savoir de quelle manière la décision a été prise de procéder à ces changements au niveau méthodologique. Il veut savoir s'il y a eu une demande politique d'adapter telle ou telle méthodologie.

M<sup>me</sup> Fontanet répond que cette décision a été prise lors des séances mensuelles avec les économètres. Lors de ces séances, elle a indiqué que ce n'était plus possible politiquement d'avoir de tels écarts. Elle dit qu'elle a demandé aux économètres de venir avec des propositions pour atténuer ces effets. Comme le département et l'AFC perdaient en crédibilité, M<sup>me</sup> Fontanet a indiqué que ce n'était plus tenable et qu'il fallait trouver des solutions.

Le député (S) dit que cela suggère qu'un ingrédient politique s'est glissé dans la méthodologie.

M<sup>me</sup> Fontanet répond négativement : elle a simplement demandé aux économètres comment il pourrait être possible d'atténuer ces écarts.

M. Miceli confirme les propos de M<sup>me</sup> Fontanet. Il rajoute que, si on avait la chance d'avoir des modèles qui fonctionnaient mieux, il n'y aurait pas de débat à avoir et ces modèles seraient utilisés. Il dit que, pour l'instant, on fonctionne avec ces ajustements méthodologiques. Il ajoute qu'en tant qu'économètre, ceci n'est pas satisfaisant. Il dit que le travail continue à se faire quant à une amélioration de ces modèles utilisés.

M<sup>me</sup> Fontanet annonce qu'une étude a été faite à ce sujet et elle estime que ce serait bien qu'elle soit présentée à la commission des finances et à la commission fiscale. Cette étude traite de la méthode d'estimation de l'AFC et des différentes pistes d'amélioration.

Concernant les slides des pages 53-54 (de la présentation), un député (LJS) aimerait le montant estimé pour les années 2016, 2017 et 2018, pour le budget. Il veut les deux montants pour chaque année (estimé/final).

M. Miceli dit qu'il transmettra ceci ultérieurement (cf. annexe 2).

Concernant les contribuables imposés selon la dépense (les forfaitaires), un député (MCG) aimerait des précisions pratiques.

M<sup>me</sup> Fontanet indique qu'ils sont imposés sur la base de leurs fortunes, selon un taux mis en place par la Confédération et augmenté ces dernières années. Elle ajoute que ces forfaitaires ne doivent pas être suisses et qu'ils ne doivent pas avoir d'activité lucrative sur le territoire helvétique.

Le député (MCG) demande combien ils sont sur Genève.

M. Miceli répond qu'ils étaient environ 700 en 2011, et ce chiffre se situe aujourd'hui à environ 500, cela s'expliquant notamment par un changement de norme en 2017. Ce qui est intéressant ici : malgré cette diminution, il y a une certaine stabilité concernant la masse fiscale générée par cette catégorie, voire une légère augmentation au fil des années.

## **Etats financiers – suite (tomes 2 et 3) – fonctionnement et investissement**

### **Audition de M. Yves Fornallaz, directeur du budget, DGFE**

#### ***Tome 2 – Fonctionnement 2025***

M. Fornallaz dit qu'il va traiter du budget de fonctionnement et des comptes de fonctionnement. Il dit que le tome 2 contient le détail du compte de fonctionnement par politique publique et par programme. Il y a une première partie sur les programmes, puis une deuxième partie avec les annexes (divers tableaux détaillés). Concernant les annexes, on trouve l'introduction à

la lecture du document, la vue d'ensemble, les effectifs par politique publique, les subventions accordées (y compris les lignes génériques présentées au budget), les crédits supplémentaires (description des dépassements de crédit selon 3 catégories) ainsi que les provisions par programme et par nature à 2 positions. Concernant la répartition des charges par politique publique, il ressort que les C (Cohésion sociale), F (Formation), K (Santé) et I (Impôts et finances) représentent les parts les plus importantes. M. Fornallaz ajoute que **la politique publique I constitue 89% des revenus de l'Etat**. Il dit que **la commission des finances a accepté pour 86,1 millions de crédits supplémentaires en 2025**. Il cite ici 32,2 millions accordés de cette manière à la politique publique A. Concernant les crédits supplémentaires 2025 accordés par la commission des finances par rubrique comptable, on note une part importante pour la nature 36. M. Fornallaz aborde ensuite l'historique des crédits supplémentaires accordés par la COFIN depuis 2014. On note une hausse en 2019, liée à l'annuité 2016. Entre 2020 et 2022, on observe des montants importants liés au COVID, puis en 2025 un montant très faible. Il dit que ce montant 2025 (86 millions) est trompeur : **la commission a refusé pour 149 millions de crédits supplémentaires en 2025**, en cas d'acceptation de ces derniers, le résultat 2025 serait bien différent. M. Fornallaz présente les 10 plus gros crédits supplémentaires qui représentent 96% de l'ensemble des crédits. Il aborde ensuite les crédits supplémentaires de compétence COFIN refusés en 2025, normalement ceci n'est pas présenté : l'entier de ces crédits sont des charges contraintes.

Chose importante à relever, M<sup>me</sup> Fontanet précise que ce ne sont ici effectivement que des charges contraintes, qui sont déjà pour la plupart dépensées.

M. Fornallaz fait observer cette liste. Comme évoqué, au total, la COFIN a refusé pour 149 millions de crédits supplémentaires.

A ce sujet, M<sup>me</sup> Fontanet dit que dans le long terme – dans 5 ou 10 ans – tout le monde pensera que la COFIN a accepté pour 86 millions de crédits supplémentaires. Dans les faits, les choses sont différentes. Elle demande formellement à la commission de réfléchir concrètement à l'idée de refuser des crédits supplémentaires (qui sont des charges contraintes, pour la plupart déjà dépensées). Elle ajoute que **ce type de refus porte atteinte à la lisibilité des finances publiques**. Elle dit que ces refus ne rendent pas hommage à l'activité des députés. Refuser des crédits supplémentaires dans le cadre des dépenses futures, ceci est effectivement possible pour la COFIN. Par contre, refuser quelque chose de contraint et de déjà dépensé, cela est problématique et porte préjudice à la lisibilité.

M. Fornallaz aborde ensuite les natures 30, 31 et 36. Il traite ensuite de l'historique des charges au compte et au budget de 2015 à 2025, une question qui a été posée lors de la présentation dans la salle du Grand Conseil. Sur une dizaine d'années, la croissance des charges (comptes et budget) est identique. Par contre, en faisant un focus sur 2022 à 2025, il y a un différentiel de croissance : les charges augmentent (4%) plus que les revenus (1%), ce qui explique un recul des résultats (slide 73 de la présentation).

Concernant la RPT (Péréquation financière intercantonale), M. Béguet dit qu'il y a trois instruments : péréquation des ressources (charges), compensation des cas de rigueur (charges) et compensation des charges excessives (revenus). Il ajoute que la participation nette 2025 du canton de Genève s'élève à 253,2 millions, soit une augmentation de 54,2 millions en comparaison des comptes 2024. M. Béguet dit que le potentiel de ressources en 2025 se fonde sur les années  $n-4$  à  $n-6$ , donc 2021, 2020, 2019. Il parle ensuite de la courbe qui présente le total des paiements nets de 2016 à 2026 : on y observe une augmentation à partir de 2022. Il y a un paiement net de 253 millions en 2025, pour le projet de budget 2026, la prévision est à 378 millions de paiement net (ici c'est l'effet de l'année 2022 qui explique notamment ceci). Il présente ensuite les différentes planifications de cette courbe jusqu'en 2030 : pour Genève, l'année 2023 a été bonne, mais cela dépendra également des résultats des autres cantons, chose importante pour la péréquation.

### *Tome 3 – Investissement 2025*

M. Fornallaz aborde le tome 3 concernant les comptes d'investissement 2025. Il dit que le tome 3 se compose de deux parties : les investissements par politique publique, les prêts du patrimoine administratif, avec également des annexes. M. Fornallaz évoque deux enseignements importants ici : premièrement, **les comptes 2025 confirment le niveau des comptes 2024**. Deuxièmement, **le taux de réalisation (2025 : 90%) est à nouveau très élevé par rapport au passé (2020-2023 : 73% en moyenne)**. Il présente ensuite les principaux crédits d'ouvrage (slide 84 de la présentation), puis les dépenses par politique publique : les politiques publiques M, F, B et K représentent 74% des dépenses.

### *Discussion générale*

Un député (LJS) revient sur l'intervention de M<sup>me</sup> Fontanet sur les crédits non votés et pourtant contraints. Il a fait le calcul pour les non-dépensés, et il est arrivé à la conclusion que la plupart avaient été absorbés, donc un quasi-

équilibre à ce niveau, notamment à la mobilité. Il estime qu'il y a des questions à soulever ici.

M<sup>me</sup> Fontanet dit que c'est important de poser ces questions. Elles sont au cœur de la réflexion lors de l'élaboration du budget, mais pas au moment du vote des crédits supplémentaires. M<sup>me</sup> Fontanet ajoute qu'à l'Etat – contrairement aux communes – **il est impossible de mélanger les lignes**.

M. Fornallaz rappelle que c'est la commission des finances qui avait souhaité dans le passé que la liste des subventions soit une contrainte pour le Conseil d'Etat dans la gestion des crédits. Il s'agissait essentiellement d'avoir des finances saines et de ne pas réaffecter des montants dans des domaines différents. Par exemple, si on fait une économie sur les subventions de l'action sociale, on ne peut pas prendre ces économies pour dépenser plus pour l'Hospice général pour des salaires. C'est pour ceci que le Conseil d'Etat vient demander des crédits supplémentaires.

Le député (LJS) dit qu'il faudrait dans l'idéal ne pas uniquement venir avec des propositions d'augmentations, mais aussi de réaffectations, pour améliorer la lisibilité de la commission des finances.

M. Fornallaz répond que ces réaffectations sont effectivement faites par le Conseil d'Etat lors de l'élaboration du budget.

M<sup>me</sup> Fontanet indique que ce débat est intéressant, elle rappelle toutefois que le Conseil d'Etat ne peut pas s'affranchir des règles en place.

Le député (LJS) dit que, concernant les lignes 30 et 31, le Conseil d'Etat a une certaine marge de manœuvre, par contre cette liberté est réduite pour la ligne 36.

M. Fornallaz dit que lorsqu'un budget est voté, c'est une affectation de moyens financiers dans différents domaines (sécurité, enseignement). Pour des questions pratiques, c'est mieux de ne pas mélanger ensuite les différentes affectations.

M. Fiumelli rappelle que la LIAF n'a pas été déposée par le Conseil d'Etat, mais bien par le Grand Conseil. C'est la LIAF qui impose d'avoir des contrats de prestations pour chacune des entités. Elles doivent avoir chacune leur propre ligne dans le tableau des subventions. Ceci est la volonté du parlement et pas du Conseil d'Etat. Si le souhait est d'assouplir la LIAF, le Conseil d'Etat n'est pas compétent en la matière.

Un député (Ve) revient sur la péréquation financière intercantonale. Il demande de quelle manière l'assiette fiscale agrégée est calculée.

M. Béguet indique que ce calcul est effectivement complexe et dit que le département reviendra avec une présentation à ce sujet, par exemple pour la présentation du budget.

## **Gestion de la dette**

### **Audition de M<sup>me</sup> Adriana Jost, directrice de la trésorerie, DGFE**

M<sup>me</sup> Jost parle de la gestion de la dette dans le cadre des comptes de l'année 2025. Elle présente d'abord le graphique de la dette et intérêts sur emprunts avec l'évolution de 2016 à 2025. Fin 2025, la dette financière s'élève à 11,3 milliards, en augmentation par rapport à l'année précédente (10,4 milliards). Cette augmentation s'explique par deux éléments : les 500 millions de prêt remboursés à la CPEG dans le cadre de la recapitalisation, et le fait de disposer de liquidités importantes en fin d'année (au 31 décembre, le compte de liquidités en banque affiche 456 millions, ce qui est élevé et inhabituel). Elle dit qu'on explique ce dernier élément par l'encaissement de montants fiscaux importants en toute fin d'année. Ces liquidités ont été ensuite utilisées en début d'année pour réduire le niveau d'endettement. M<sup>me</sup> Jost traite la courbe rouge du graphique : le coût de la dette (intérêts nets) continue de baisser, on se situe à 93 millions pour l'année 2025. Cela s'explique par la baisse générale des taux d'intérêt. Elle aborde ensuite les objectifs et indicateurs du programme I03 en 2025. M<sup>me</sup> Jost dit que l'objectif de taux était de 1,10% et que le taux réalisé est inférieur (0,87%). En outre, les objectifs de structure sont respectés. Concernant l'objectif de stabilisation, elle dit que, durant l'année 2025, il y a eu plusieurs emprunts publics (770 millions) pour des durées allant de 6 à 40 ans et avec des taux relativement contenus. Elle aborde finalement l'évolution intra-annuelle de la dette (évolution de la dette mois après mois) : au premier trimestre, il y a habituellement des entrées de trésorerie (ce qui induit une diminution du niveau de la dette), dès le mois de juin jusqu'à la fin de l'année, le niveau d'endettement remonte. Pour 2026, on note une chute importante du niveau de la dette : en début d'année, on se situait à 11,3 milliards et, au 31 mars 2026, ce niveau se situe à 8,9 milliards.

Une députée (PLR) demande pour quelles raisons les liquidités en plus ont un impact sur le niveau de la dette en fin d'année.

M<sup>me</sup> Jost répond que l'augmentation de l'endettement s'explique par deux éléments : le remboursement du prêt à la CPEG (500 millions d'emprunts en plus). L'autre élément est le suivant : il est de coutume de travailler à flux tendu et de ne pas avoir trop de cash : pour le coup, il se trouve qu'à la fin d'année ce montant était important et qu'il y avait beaucoup de liquidités.

M<sup>me</sup> Fontanet rappelle ici que la dette CPEG est annexe à la dette de l'Etat.

La députée (PLR) demande des précisions sur le remboursement du prêt à la CPEG.

M<sup>me</sup> Fontanet indique que, pour la recapitaliser, c'est la CPEG qui a prêté de l'argent à l'Etat.

M<sup>me</sup> Jost dit qu'il y a une volonté de réduire le coût de ce prêt, avec une possibilité d'estimer si c'est intéressant au niveau financier de rembourser plus vite ou pas.

Un député (S) demande ce qu'il en est des institutions qui prêtent de l'argent à l'Etat. Il demande s'il existe de nouveaux organismes auxquels on emprunte.

M<sup>me</sup> Jost répond que l'image est sensiblement la même et qu'il n'y a pas de gros changements. L'idée principale est toutefois de diversifier les sources de financement. Il y a effectivement de nouvelles entités, mais pour celles-ci les montants sont faibles.

## **Charges de personnel et bilan social (tome 5)**

### **Audition de M. André Vuichard, directeur ressources humaines, OPE**

M. Vuichard présente les charges de personnel en francs et en ETP pour l'année 2025. Sur cette année, il dit qu'il y a eu une annuité octroyée et qu'il n'y avait pas d'indexation de l'échelle des traitements. Il ajoute que les demandes de pont-AVS sont stables, avec une nouveauté en 2025 (elles sont soumises à cotisations sociales à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2025). A cause de l'inflation, il y a eu une allocation unique de vie chère. M. Vuichard dit que les charges de personnel respectent le budget. Concernant le ratio entre charges de personnel de nature 30 du petit Etat et l'ensemble des charges, il oscille autour d'un quart. En faisant le même exercice pour le grand Etat, le ratio se situe à la moitié. Sur la nature 30, il indique qu'il y a eu 40 millions de non-dépensé. Les principaux écarts sont les suivants : -36 millions de traitement du personnel (y compris charges sociales), -3 millions d'autres charges en 309, -1 million pour le pont-police (système instauré il y a une dizaine d'années au moment du changement de l'âge de la retraite à la police). M. Vuichard dit que les comptes de 2025 sont en hausse de 64 millions par rapport aux comptes de 2024

(+ 2,2%). Cet écart s'explique entre autres par les coûts des nouveaux postes 2025. Concernant les crédits supplémentaires, il précise que ceux votés sur la nature 30 totalisent 10,9 millions en 2025 (un montant plutôt bas en comparaison avec l'historique). Il aborde ensuite la consommation des postes en ETP, ceci se fait toujours au 31 décembre. **Fin 2025, on note une consommation de 97,3% des ETP (490 ETP vacants).**



Concernant les ETP des entités subventionnées, M. Vuichard dit que ce sont surtout les HUG et l'IMAD qui ont des non-dépensés. Au niveau du grand Etat, au 31 décembre 2025, on a un total de 46 930 ETP. Il ajoute que ce sont les grandes politiques publiques (C, F, H et la K) qui sont les plus consommatrices d'ETP.

Concernant le fonctionnement du petit Etat, un député (PLR) demande si l'indexation – lorsqu'elle est négative – est mise à 0.

M. Vuichard confirme. En cas d'indice négatif, il n'y a pas d'indexation. Par contre, il précise que ceci peut être compensé au prochain indice positif.

Un député (LJS) évoque un cas particulier : pour la promotion économique, il y a eu une diminution de postes, mais une augmentation de 400 000 francs de budget par réévaluation en créations de directions. Il fait référence au règlement sur l'organisation de l'administration cantonale (ROAC). Il note le fait que l'organisation manque d'homogénéité. Il demande quels sont les critères pour les créations de directions.

M<sup>me</sup> Fontanet indique que le ROAC a été modifié récemment à ce propos. Il y a notamment la création d'offices, sauf pour les directions transversales.

Le député (LJS) dit qu'une réévaluation d'un chef de service en directeur a sûrement un impact financier.

M<sup>me</sup> Fontanet répond qu'il n'est pas possible pour un département d'avoir un supplément financier uniquement parce qu'il nomme un directeur : ceci doit se faire sur la base de compensation (à budget constant).

M. Vuichard indique que, dans le rapport de gestion, il y a des organigrammes qui présentent les directions dans le détail (également avec les ETP associés).

Un député (S) revient sur la slide 99 de la présentation. Pour plus de lisibilité, il aimerait une comparaison avec les comptes plutôt qu'avec le budget. Pour l'année prochaine, il aimerait que le département procède de la sorte.

Les auditionnés prennent note.

Au niveau des chiffres du personnel, un député (PLR) dit que pour le petit Etat, il y a toujours le nombre en ETP et en personnes réelles. Il aimerait les mêmes statistiques pour le grand Etat.

M. Schorderet indique qu'il les présentera.

M. Schorderet aborde le bilan social de l'Etat. Il y a deux versions : la version petit Etat a été validée par le Conseil d'Etat la semaine passée. Pour ce qui est du bilan social du grand Etat, il n'a pas encore été soumis aux institutions autonomes et doit encore être validé.

M<sup>me</sup> Fontanet rappelle ici la confidentialité des travaux de la commission.

En introduction, M. Schorderet aborde l'objectif et les thèmes liés à ce bilan social. Il rappelle les axes de la politique du gouvernement concernant la stratégie en matière de RH : offrir un cadre de travail propice à l'accomplissement des missions et à la délivrance des prestations, promouvoir l'égalité entre femmes et hommes – il y a de bonnes nouvelles sur cela – et la diversité, permettre à l'administration de s'adapter aux évolutions de la société (exemple : le télétravail), attirer et fidéliser des collaboratrices et collaborateurs de qualité. Ce dernier point est notamment lié au vieillissement de la force de travail. Pour le périmètre du petit Etat, on retrouve les 7 départements de l'administration cantonale, le Pouvoir judiciaire et le Secrétariat général du Grand Conseil (SGGC). Pour le grand Etat, il y a les 12 institutions autonomes remplissant des missions de nature publique en sus du petit Etat.

Pour les effectifs globaux, M. Schorderet dit que l'augmentation de 2025 (+357 personnes physiques) est moins forte que celle observée en 2024 (+424 personnes physiques). **Il fait noter que cette augmentation est proche de la croissance de la population genevoise (1,3%).** Cette augmentation est essentiellement due à l'augmentation du personnel administratif et du corps enseignant. Ainsi, dans l'absolu, le DIP (+226 personnes) est le département qui a connu la plus forte variation, suivi par le DIN (+60 personnes).

Au niveau du grand Etat, M. Schorderet donne quelques chiffres en primeur. Il dit que les HUG ont connu l'augmentation la plus forte en absolu (+262 personnes en plus en 2025). En taux de croissance, c'est l'Hospice général (+ 10%) qui connaît la plus forte variation, suivi des TPG (+ 7%). Il indique que le taux de croissance du grand Etat (2,8%) a été plus important que celui du petit Etat (1,8%).

Ensuite, M. Schorderet aborde la structure par âge des effectifs. Elle est relativement équilibrée pour le petit Etat. Par contre, pour les SIG, le déséquilibre hommes-femmes est important, avec une forte proportion d'hommes, notamment des seniors. En se focalisant sur le petit Etat, concernant la structure par âge, il dit qu'au DEE et au DT, une personne sur 2 a plus de 50 ans. Concernant la nationalité et la résidence, on voit que, pour le petit Etat, la proportion de personnel suisse diminue, de 87,3% en 2024 à 86,8% en 2025. Pour le grand Etat, cette proportion diminue également et se situe en 2025 à 68,3%. Au DT, une personne sur 5 est de nationalité étrangère. Pour les institutions autonomes, la proportion d'étrangers est forte, il donne l'exemple de l'IMAD. Au niveau du lieu de résidence, la proportion de personnel résidant dans le canton augmente très légèrement pour le petit Etat, passant de 74,8% à 75%. Pour le grand Etat, il y a la même logique : on passe

de 64,2% en 2024 à 64,4% en 2025. Pour le DIN, il y a 39% de la force de travail qui réside en dehors du canton.

Pour le taux d'activité, M. Schorderet fait observer un recul du taux partiel dans le petit Etat. Il ajoute que ce type de taux est plus populaire chez les femmes. Il y a également des différences notables en fonction des départements. La pratique du temps partiel est plus répandue au DIP et elle est très faible au DIN. En outre, il y a une progression de l'activité pratiquée en télétravail. M. Schorderet rappelle ici que le télétravail n'est pas un droit, mais une possibilité, qui se base notamment sur la signature d'une convention avec le supérieur hiérarchique. Il aborde ensuite les taux d'absence : globalement, ce taux n'a pas beaucoup évolué (6,7% pour 2025). Le DCS (8,7%) et le DIN (8,2%) conservent des taux élevés. Pour la plupart des autres départements, on est sur une tendance baissière. Concernant les institutions autonomes, il peut y avoir des taux plus élevés : IMAD (9,3%), HUG (9%), TPG (9,2%). Le taux de rotation en 2025 a peu bougé, le nombre de retraites a reculé. Concernant la promotion de l'égalité, M. Schorderet dit que la proportion des femmes au niveau des cadres a encore augmenté : on se rapproche de l'objectif fixé à l'époque de 45%. Sur l'aspect salarial, il y a une faible progression des rémunérations : l'effet noria a contrebalancé l'annuité octroyée en 2025. Les fonctions liées à un genre expliquent les écarts de salaires. M. Schorderet évoque ensuite différents éléments de conclusion : concernant les effectifs, il y a un ralentissement de la croissance au petit Etat, et une plus forte croissance au sein du grand Etat. Le personnel vieillit, et dans ce cadre M. Schorderet dit qu'il faut faire particulièrement attention à la relève. Les taux d'absentéisme restent élevés dans la santé et la proportion de femmes cadres se rapproche très concrètement de l'objectif. Il rappelle enfin qu'il faut être prudent sur les chiffres du grand Etat puisque les institutions n'ont pas validé ce qui a été présenté.

Concernant le taux d'absentéisme du grand Etat, un député (MCG) souhaite savoir quels sont les déterminants identifiés en fonction des départements et des institutions.

M<sup>me</sup> Fontanet dit qu'une étude avait été réalisée sur ce sujet. Ce qui a été constaté : le public auquel les collaboratrices et collaborateurs sont confrontés joue un rôle, l'âge était également un facteur identifié.

M. Schorderet ajoute que les faibles rémunérations engendrent statistiquement des taux d'absence plus élevés.

Un député (LJS) demande des précisions sur le pont-AVS. Il veut savoir si ce mécanisme fonctionne correctement.

M. Vuichard dit que ce système est basé sur une loi. Il s'agit de donner la possibilité au collaborateur qui a plus de 10 ans d'ancienneté de solliciter un départ auprès de la caisse de prévoyance, à partir de 5 ans avant la retraite et le financement se fait au maximum sur 36 mois.

M<sup>me</sup> Fontanet dit que ce système est également positif pour l'Etat. Sur cela, elle indique que les absences augmentent avec l'âge.

Un député (PLR) repose sa question de savoir quel est le nombre de fonctionnaires du grand Etat en chiffres.

M. Schorderet répond qu'il y en a environ 45 000 pour le grand Etat.

Le député (PLR) indique qu'en ETP, on se situe à 46 930.

M. Vuichard indique qu'il y a les EMS qui doivent expliquer la différence.

### **Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers individuels de la République et canton de Genève au 31 décembre 2025**

Le lecteur voudra bien se référer au rapport de l'auditeur indépendant qui se trouve aux pages 87 et suivantes du tome 1 intitulé « Rapport sur les comptes individuels 2025 ».

### **Votes**

Une seule prise de position avant le vote :

Un député (MCG) dit que les inquiétudes exprimées sur les états financiers ont été excessives. Le MCG va approuver les états financiers. Pour illustrer son propos, il précise qu'il y a un excédent de plus de 50 millions, alors qu'un négatif de 256 millions était prévu.

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13790.

L'entrée en matière du PL 13790 est acceptée à l'unanimité :

Oui : 15 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : –

Abstentions : –

*Deuxième débat***FONCTIONNEMENT****La présidente appelle la politique publique A – AUTORITÉS ET GOUVERNANCE**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique A est adoptée.

**La présidente appelle la politique publique B – ÉTATS MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique C – COHÉSION SOCIALE**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique D – CULTURE, SPORT ET LOISIRS**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique E – ENVIRONNEMENT**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique F – FORMATION**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique G – AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique H – SÉCURITÉ ET POPULATION**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique I – IMPÔTS ET FINANCES**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique J – JUSTICE**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique K – SANTÉ**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique L – ÉCONOMIE ET EMPLOI**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique M – MOBILITÉ**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique N – ÉNERGIE**

Un député (MCG) déclare que le MCG s'oppose à la politique publique N. Il cite comme raison principale à ce refus la provision de 100 millions sur les réseaux thermiques structurants.

La présidente met aux voix l'approbation de la politique publique N.

**La politique publique N est approuvée par :**

Oui : 13 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : 2 (2 MCG)

Abstentions : –

***INVESTISSEMENT*****La présidente appelle la politique publique A – AUTORITÉS ET GOUVERNANCE**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

**La présidente appelle la politique publique B – ÉTATS MAJORS ET PRESTATIONS TRANSVERSALES**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique C – COHÉSION SOCIALE**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique D – CULTURE, SPORT ET LOISIRS**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique E – ENVIRONNEMENT**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique F – FORMATION**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique G – AMÉNAGEMENT ET LOGEMENT**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique H – SÉCURITÉ ET POPULATION**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique I – IMPÔTS ET FINANCES**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique J – JUSTICE**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique K – SANTÉ**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique L – ÉCONOMIE ET EMPLOI**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique M – MOBILITÉ**

Cette politique publique n'appelle pas de commentaires. Sans opposition, la politique publique concernée est approuvée.

### **La présidente appelle la politique publique N – ÉNERGIE**

La présidente met aux voix l'approbation de la politique publique N.

#### **La politique publique N est approuvée par :**

Oui : 13 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : 2 (2 MCG)

Abstentions : –

#### ***Vote en deuxième débat***

La présidente met aux voix l'article 1 « Etats financiers ».

**Pas d'opposition, l'article 1 est adopté.**

La présidente met aux voix l'article 2 « Réserve conjoncturelle ».

**Pas d'opposition, l'article 2 est adopté.**

La présidente met aux voix l'article 3 « Crédits supplémentaires ».

**Pas d'opposition, l'article 3 est adopté.**

#### ***Vote en troisième débat***

Le PL 13790, dans son ensemble, est adopté à l'unanimité :

Oui : 15 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Non : –

Abstentions : –

### **Conclusion**

Au vu de ces explications, la commission des finances prie le Grand Conseil de suivre son avis en acceptant ce projet de loi.

### ***Annexes***

1. *Présentation des thèmes transversaux – Comptes 2025*

2. *Compléments de l'administration fiscale cantonale du 13-04-2026*



31.03.2026

# Thèmes transversaux Comptes 2025

Commission des finances

1 avril 2026



Département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures

Page 1

1

## Sommaire

Etats financiers individuels, tome 1 (30')

Etats financiers consolidés, tome 4 (30')

Revenus fiscaux (75')

Charges de fonctionnement, tome 2 (25')

Compte d'investissement, tome 3 (15')

Gestion de la dette (15')

Charges de personnel et bilan social de l'Etat, tome 5 (45')

Page 2

2



# Etats financiers individuels

## Tome 1

Pierre-Emmanuel Beun, Aicha Laatiki - DGFE

Page 3

3

## Les cinq états financiers

Tome 1, page 6

Résultat net  
= Résultat IPSAS

Excédent avant  
affectation du résultat  
= Résultat des comptes,  
comparable au budget

<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>111</b>	<b>-195</b>	<b>642</b>
<b>INSTRUMENTS DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE</b>				
		<b>Compte 2025</b>	<b>Budget 2025</b>	<b>Compte 2024</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>111</b>	<b>-195</b>	<b>642</b>
Amortissement de la réserve budgétaire	1,2	-61	-61	-101
<b>EXCÉDENT AVANT AFFECTATION DU RÉSULTAT</b>		<b>50</b>	<b>-256</b>	<b>541</b>
Amortissement supplémentaire de la réserve budgétaire	1,2	-50	-	-541
<b>EXCÉDENT FINAL</b>		<b>-</b>	<b>-256</b>	<b>-</b>

Excédent final  
= Résultat après  
amortissement  
supplémentaire  
réserve budgétaire

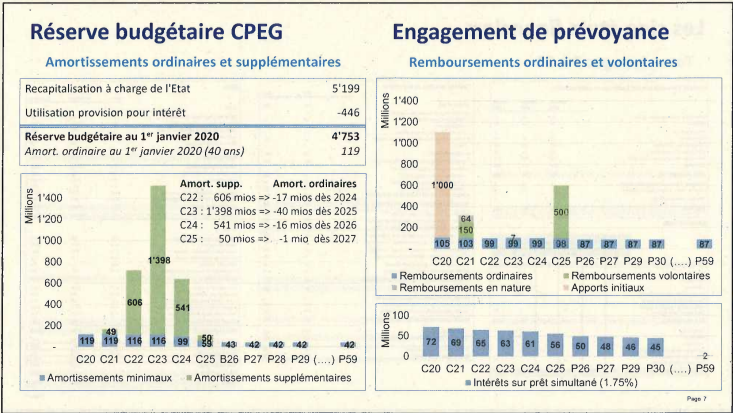
### Compte de résultat

ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT NET	Compte 2025	Budget 2025	Compte 2024
Revenus fiscaux	3,1	1928	1928
Subventions reçues	3,2	437	443
Pénalisation et parts à des memos	3,3	101	101
Autres revenus d'exploitation sans contrepartie	3,4	175	212
<b>Revenus d'exploitation sans contrepartie</b>	<b>963</b>	<b>1776</b>	<b>1967</b>
Dédonations	3,5	131	130
Prestations de services et locations, loyers	3,6	304	400
Frais de fonctionnement	3,7	70	64
<b>Revenus d'exploitation avec contrepartie</b>	<b>595</b>	<b>584</b>	<b>590</b>
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>3,8</b>	<b>175</b>	<b>81</b>
<b>PROFITS D'EXPLOITATION</b>	<b>10761</b>	<b>10733</b>	<b>10735</b>
Charges de personnel	3,9	-2960	-2960
Charges de fonctionnement	3,10	-535	-555
Subventions et charges de transfert	3,11	-6719	-6925
Pénalisation et parts de revenus	3,12	-424	-425
Dédonations	3,13	-64	-101
Charges aux amortissements	3,14	-487	-488
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>3,15</b>	<b>-177</b>	<b>-139</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>10762</b>	<b>10734</b>	<b>10732</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>3</b>
Produits financiers	3,16	330	263
Charges financières	3,17	-186	-203
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>213</b>	<b>60</b>	<b>29</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>111</b>	<b>-195</b>	<b>642</b>
<b>INSTRUMENTS DE POLITIQUE BUDGÉTAIRE</b>			
	<b>Compte 2025</b>	<b>Budget 2025</b>	<b>Compte 2024</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>111</b>	<b>-195</b>	<b>642</b>
Amortissement de la réserve budgétaire	1,2	-61	-101
<b>EXCÉDENT AVANT AFFECTATION DU RÉSULTAT</b>	<b>50</b>	<b>-256</b>	<b>541</b>
Amortissement supplémentaire de la réserve budgétaire	1,2	-50	-541
<b>EXCÉDENT FINAL</b>	<b>-</b>	<b>-256</b>	<b>-</b>

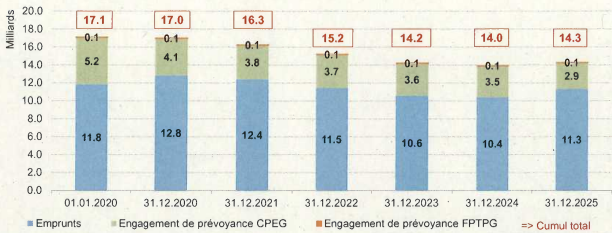
Page 1

4





Emprunts et engagements de prévoyance



Revenus et charges ressortant du résultat net

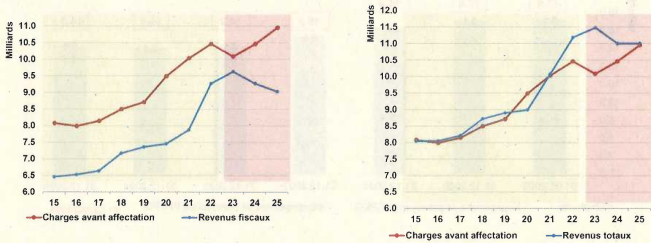
Tome 1, page 15

	C2025	B2025	C2024	C2025 /B2025	C2025 /C2024
Revenus fiscaux	9'028	8'861	9'268	+166	-241
BNS	145	28	-	+117	+145
Autres revenus	1'827	1'747	1'731	+80	+96
Revenus	11'000	10'636	11'000	+363	-0
Subventions et transferts	6'015	5'920	5'593	+95	+422
Charges de personnel	2'960	2'999	2'896	-40	+64
Autres charges	1'913	1'912	1'869	+2	+44
Charges	10'888	10'831	10'358	+57	+530
Résultat net	111	-195	642	+306	-530



Excédent de revenu aux comptes en fort recul

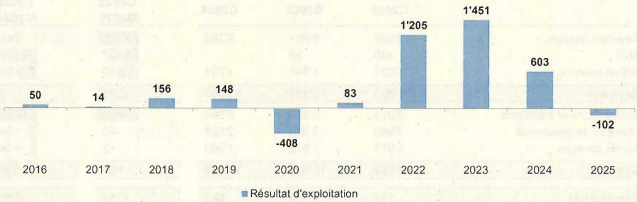
Charges avant affectation et revenus fiscaux / et revenus totaux



Page 11

11

Evolution du résultat d'exploitation 2016-2025



Page 12

12

Garanties : cautions simples

Tome 1, page 39, note 2.4

	Cautions		Données entités	
	31.12.2025	31.12.2024	Emprunts*	Fonds propres*
Transports publics genevois (TPG)	731	695	739	32
Maison de Vessy	63	64	64	1
Palexpo	30	30	92	183
Maison de Retraite du Petit-Saconnex (MRPS)	18	18	59	47
HES-SO Genève	7	7	29	32
EMS Béthel	7	7	17	5
Fondation Praille-Acacias-Vernets (FPAV)	45	20	53	544
Garanties d'emprunts LGL	303	411	1'453	539
Fondations HBM & HLM (FIDP)	33	40	1'453	539
Divers prêts hypothécaires	82	85	n.a	n.a
Divers crédits de constructions	188	285	n.a	n.a
Autres	2	2	n.a	n.a
Total	1'206	1'254		

\* Données au 31.12.2025 sauf pour Maison de Vessy, MRPS, HES-SO Genève et EMS Béthel (31.12.2024)  
n.a. : non applicable

Page 13

Autres informations du tome 1

Liste des prêts et participations (pages 91 à 96)

Rapport sur les fonds et libéralités (pages 97 à 124)

Rapport sur les obligations sociales (pages 125 à 127)

Page 14

31.03.2026

## Etats financiers consolidés

## Tome 4

Pierre-Emmanuel Beun, Aicha Laatiki - DGFE

Page 18

15

## Les quatre états financiers

Tome 4, pages 7 à 10

[illegible]

Page 16

16



Périmètre de consolidation stable

1. Le contrôle : approche IPSAS
2. Les prestations effectuées : faire partie de l'une des politiques publiques publiées au budget (=> exclusion BCGE)
3. Quantitatif

Total bilan > 100 millions

Indemnités ou aides financières > 100 millions

Exceptions possibles



GENÈVE  
AÉROPORT

σtpg

FONDATION  
DES  
PARKINGS

HUG  
Hôpitaux  
Universitaires  
Genève



Hospice général

UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE



FIPDI  
Fondations immobilières  
de Droit Public

FPLC  
Fondation pour la promotion  
du logement bon marché  
et de l'habitat coopératif



palexpo

ept  
Entreprises  
de l'Énergie  
de la Région de  
Tessin

PORTS FRANCS  
ET ENTREPRENDS DE GENÈVE SA

Fondation  
Profil  
Acacias  
Vézinet

Page 17

17

Charges et revenus

Tome 4, page 16, note 2.1 Compte de résultat consolidé

	2025	2024	Variations	
Revenus	15'534	15'424	+110	1%
Charges	-15'059	-14'534	-524	4%
Parts de résultat d'entités	23	80	-57	
Résultat net	498	969	-471	-49%
Amortissement de la réserve budgétaire	-111	-642	+530	
Excédent final	387	328	+59	

Revenus C2024	15'424	Charges C2024	14'534
Revenus fiscaux	-241	Charges de personnel	+200
Prestations de services et livraisons, taxes	-19	Subventions et transferts	+320
Rétrocessions Banque nationale suisse	+145	Charges de fonctionnement	-7
Autres revenus	+228	Autres charges	+12
Revenus C2025	15'534	Charges C2025	15'059
Evolution	+110	Evolution	+524
	0.7%		3.6%

Page 18

18

31.03.2026

Principales contributions au résultat consolidé

	2025	2024
SIG	104	132
AIG	62	65
Hospice général	56	35
UNIGE	49	27
HUG	31	26
FPAV	42	6
Autres entités	43	37
<b>Excédent final consolidé - IPSAS Etat</b>	<b>387</b>	<b>328</b>

Page 19

19

Contribution des SIG au résultat consolidé

	2025	2024	Var.
Produits	1'395	1'475	-80
Charges	-1'314	-1'423	+108
Part du résultat des participations	24	80	-57
<b>Résultat net IPSAS Etat</b>	<b>104</b>	<b>132</b>	<b>-29</b>
Dépréciations Réseaux thermiques structurants	-106	-58	
Engagements de prévoyance	-29	-20	
Divers	-9	-23	
<b>Résultat net IFRS</b>	<b>-41</b>	<b>31</b>	

Page 20

20

Contribution de l'aéroport au résultat consolidé

	2025	2024	Var.
Produits	547	532	+15
Charges	-432	-412	-20
Rétrocession de bénéfice à l'Etat	-53	-55	+2
<b>Résultat net IPSAS Etat</b>	<b>62</b>	<b>65</b>	<b>-2</b>
Engagements de prévoyance	-9	-9	
<b>Résultat net IFRS</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	

Page 21

21

Contribution de l'Hospice Général au résultat consolidé

	2025	2024	Var.
Subventions Etat pour prestations	639	570	+69
Prestations nettes Action sociale	-519	-439	-79
Prestations nettes Asile	-120	-131	+11
<b>Résultat sur prestations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat fonctionnement</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>+5</b>
<b>Contrat de prestations 2023-2026</b>			
Réévaluation du parc immobilier	50	34	+16
<b>Résultat net IPSAS Etat</b>	<b>56</b>	<b>35</b>	<b>+22</b>
<b>Résultat à fin 2025</b>	<b>12</b>		
<b>Contrat de prestations 2023-2026</b>			

Page 22

22

31.03.2026

Contribution de l'Université au résultat consolidé

	2025	2024	Var.
Produits	962	922	+40
Charges	-912	-894	-17
Résultat net IPSAS Etat	49	27	+22
Part du résultat des entités consolidées et autres	60	38	+22
Résultat Convention d'objectifs 2024-2027	-10	-11	+1
Résultat à fin 2025			
Convention d'objectifs 2024-2027	-21		

Page 23

23

Contribution des HUG au résultat consolidé

	2025	2024	Var.
Produits	2'555	2'459	+96
Charges	-2'523	-2'433	-90
Résultat net IPSAS Etat	31	26	+5
Charges couvertes par les réserves affectées	4	4	
Résultat Contrat de prestations 2024-2027	35	30	
Résultat à fin 2025			
Contrat de prestations 2024-2027	65		
Réserve conjoncturelle à fin 2025	20		

Page 24

24

Contribution de la Fondation PAV au résultat consolidé

	2025	2024	Var.
Produits	58	12	+46
Charges	-16	-6	-9
Résultat net IPSAS Etat	42	6	+36

Page 25

25

Investissements

Tome 4, pages 26 à 27, note 2.4 Investissements

	2025	2024	Variations	
Investissements nets de l'Etat comptes individuels	624	622	+2	+0%
Investissements de l'Etat envers les entités du groupe	-98	-152	+54	+35%
Investissements nets de l'Etat hors du Groupe	525	470	+56	+12%
SIG	296	278	+18	+6%
AIG	130	153	-23	-15%
TPG	102	95	+7	+8%
HUG	64	106	-42	-40%
FIDP	51	61	-11	-17%
HG	46	63	-17	-27%
Fondation PAV	40	15	+25	+163%
UNIGE	22	25	-2	-8%
FTI	21	16	+5	+30%
FP	15	-9	+23	+270%
Ports Francs	10	5	+4	+82%
FPPLC	9	11	-2	-23%
EPI	7	17	-10	-57%
IMAD	4	2	+2	+71%
Palexpo	2	5	-2	-51%
Investissements nets des entités	819	844	-25	-3%
Investissements nets du Groupe	1'344	1'314	+30	+2%

Page 26

26

31.03.2026

Emprunts

Tome 4, page 28 à 29, note 2.5 Endettement

	2025	2024	Variations
Etat	11'339	10'402	+937
FIDP	1'450	1'450	-0
TPG	739	699	+40
AIG	606	606	+0
SIG	577	505	+72
HG	414	494	-80
FTI	263	228	+35
HUG	135	143	-8
FPLC	131	115	+15
Palexpo	82	85	-3
FPAV	53	28	+25
Ports Francs	37	27	+10
UNIGE	12	12	-0
EPI	11	11	-0
FP	3	3	-
Emprunts des entités hors du Groupe	4'512	4'407	+105
EMPRUNTS	15'852	14'809	+1'042

Page 27

27

Garanties d'emprunts

Tome 4, page 41, note 4.3 Garanties d'emprunts

	31.12.2025		31.12.2024	
Cédules hypothécaires utilisées		2'249		2'190
Cédules hypothécaires non utilisées		399		415
Cédules hypothécaires		2'648		2'596
Cautions simples sur les emprunts d'entités		367		469
GARANTIES D'EMPRUNT		3'015		3'064

	Fonds propres	Emprunts hors groupe	Cautions simples	Cédules hypothécaires	Degré de garantie
TPG	32	739	731	-	99%
FIDP	539	1'450	33	1'448	100%
HG	907	414	-	396	96%
FPLC	397	131	-	155	100%
Ports Francs	20	37	-	74	100%
UNIGE	573	12	-	21	100%
Palexpo	183	82	30	99	100%
FPAV	544	53	45	8	100%
HUG	349	135	-	32	24%
Autres entités consolidées	4'660	1'459	-	17	1%
Total entités consolidées	8'263	4'512	839	2'249	
Autres entités non consolidées			367		
TOTAL			1'206	2'249	

Page 28

28



31.03.2026

## Dérogation à la nouvelle norme IPSAS 43 Contrat de location

Applicable à l'Etat et aux entités consolidées

### Art.7, let. e du règlement sur l'établissement des états financiers (REEF)

*"Les loyers versés pour l'usage de choses mobilières ou de biens immobiliers ne sont pas comptabilisés selon la norme IPSAS 43, mais selon la norme IPSAS 13".*

Effet net sur le résultat annuel similaire, que l'on applique la norme IPSAS 43 ou la norme IPSAS 13

Mise en œuvre opérationnelle d'une grande complexité technique, tant au niveau du bilan que du compte de résultat, nécessitant l'emploi d'un logiciel spécifique

### Positions de la Confédération et des cantons IPSAS (Zurich, Lucerne et Bâle-Ville)

Confédération, Lucerne, Bâle-Ville : dérogation à la norme IPSAS 43 en continuant d'appliquer la norme IPSAS 13 (idem Genève)

Zurich: pas de décision prise à ce stade, statut quo, continue d'appliquer IPSAS 13

Page 29

29



## Revenus fiscaux



David Miceli – AFC

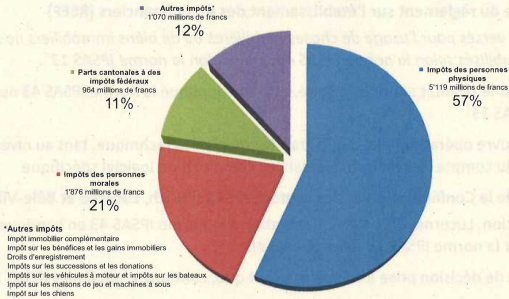
Page 30

30

15

Répartition des différents impôts dans les revenus fiscaux

Revenus fiscaux  
9'028 millions - Comptes 2025



Page 31

Concentration de l'impôt

Part de l'impôt correspondant au 1% de contribuables avec l'impôt le plus élevé

Personnes physiques

Impôt cantonal sur le revenu : 37,9%

Impôt cantonal sur la fortune : 70,3%

Personnes morales

Impôt cantonal sur le bénéfice : 91,6%

Pour les années les plus récentes, une dizaine d'entreprises parmi les plus importantes représentent environ la moitié de l'impôt.

Impôt cantonal sur le capital : 83,6%

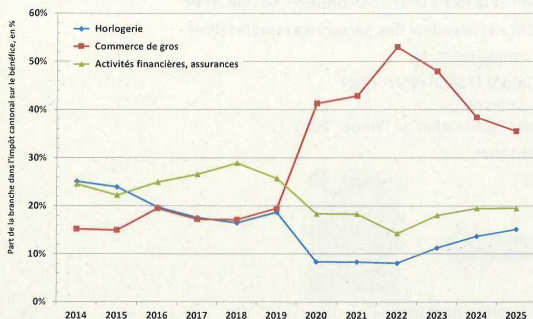
Page 32



31.03.2026

## Concentration de l'impôt des personnes morales

### Part des branches d'activité les plus importantes dans l'impôt cantonal sur le bénéfice



A partir de 2020, suppression des statuts fiscaux et entrée en vigueur de la RFFA

Retour progressif à une situation normale après plusieurs années exceptionnelles

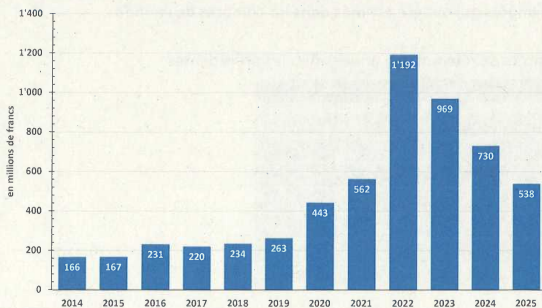
Page 33

33

## Volatilité de l'impôt cantonal sur le bénéfice

### Exemple du commerce de gros : évolution de l'impôt cantonal sur le bénéfice

(par année fiscale, situation au bouclage 2025, en restituant les correctifs aux années correspondantes)



A partir de 2020, suppression des statuts fiscaux et entrée en vigueur de la RFFA

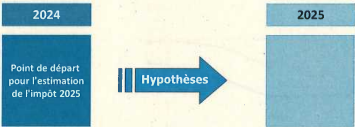
Retour progressif à une situation normale après plusieurs années exceptionnelles

Page 34

34

Estimation des impôts périodiques

- Impôts nécessitant une estimation dans les comptes
- Impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques (PP)
- Impôts sur le bénéfice et le capital des personnes morales (PM)
- Impôt immobilier complémentaire
- Part cantonale à l'impôt fédéral direct (IFD)
- Modèle pour les PP et les PM
- Point de départ pour l'estimation de l'impôt 2025
- Hypothèses de croissance



L'impôt 2025 est complètement estimé

Page 35

Estimation des impôts périodiques

- Correctifs d'estimation dans les comptes
- Réévaluation des impôts qui ont été estimés dans les comptes de l'année précédente
- Eléments des comptes se référant aux années fiscales précédentes

Comptes 2025
Estimation 2025 (impôt courant)
Correctif d'estimation 2024
Correctif d'estimation 2023
Correctif d'estimation 2022
Correctif d'estimation 2021
Correctif d'estimation 2020
Correctifs effectifs pour les années fiscales antérieures

Page 36

Impôts non périodiques et autres impôts

Pas d'estimation dans les comptes

- Droits d'enregistrement
- Impôts sur les successions et les donations
- Impôt sur les bénéfices et gains immobiliers
- Impôts sur les véhicules à moteur et impôts sur les bateaux
- Impôts sur les maisons de jeu et machines à sous
- Impôt sur les chiens

Etablissement des comptes : inscription dans les comptes de l'année N des montants produits au cours de l'année N

Page 37

Comparaison comptes – budget

Revenus fiscaux

	B2025	C2025	Ecart
Date du questionnaire sur l'évolution du bénéfice	09.2024	01.2026	
Les montants sont exprimés en millions de francs			
Impôt sur le revenu et la fortune	4'958	5'119	+ 161
Impôt sur le bénéfice et le capital	2'015	1'876	- 139
Impôt immobilier complémentaire	254	242	- 11
Impôt s/ bénéfices et gains immobiliers	90	117	+ 27
Produit de l'enregistrement et du timbre	310	307	- 3
Produit des successions et des donations	221	284	+ 63
Autres impôts cantonaux	132	119	- 13
Parts cantonales à des impôts fédéraux	882	964	+ 81
Impôts, taxes et droits	8'861	9'028	+ 166

Page 38

Comparaison comptes – budget

Dépassement du budget, en recul par rapport aux exercices précédents

Dépassement en relation dans une grande mesure avec les correctifs d'estimation

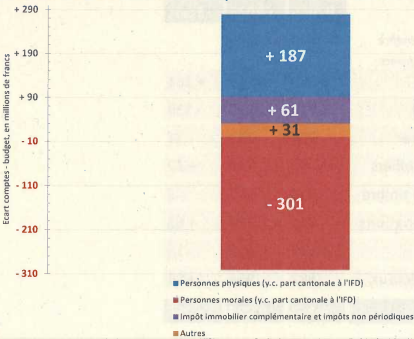
(montants en millions de francs)

Ecart total :	+ 166
Impôts courants, année fiscale 2025 :	- 22
Correctifs d'estimation sur les années fiscales 2020 à 2024 :	+ 216
Correctifs effectifs pour les années antérieures à 2020 :	- 35
Autres éléments :	+7

Page 39

Comparaison comptes – budget

Contribution des différents impôts à l'écart de -22 millions sur l'impôt courant 2025



Situation 2025 meilleure que prévu par le modèle pour l'impôt sur le **revenu des personnes physiques** :

- Vitalité du secteur bancaire
- Dividendes et bonus importants

Impôt sur la **fortune des personnes physiques** :

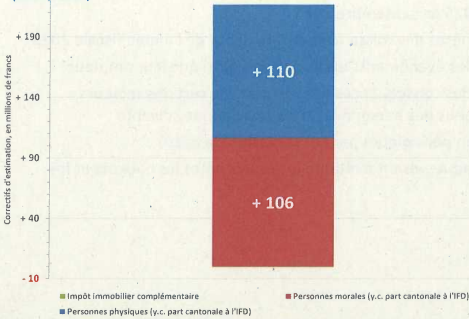
- Valeur de certains actifs financiers plus faibles que prévu
- Impact de la LEFI

Impôt sur le **bénéfice des personnes morales** : effet probable de la hausse des droits de douane américains

Page 40

Comparaison comptes – budget

Contribution des différents impôts à l'écart de +216 millions sur les correctifs d'estimation (2020 à 2024)



Nouvelle estimation pour 2024 meilleure que prévu par le modèle pour les **personnes physiques** et les **personnes morales** dans les secteurs suivants :

- Activités financières
- Commerce de gros
- entre autres

Résolution de dossiers fiscaux complexes

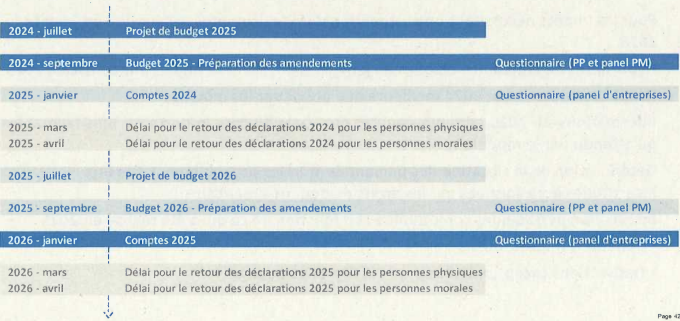
De manière générale, impact des correctifs d'estimation atténué, étant donné leur prise en compte dans le budget à hauteur de +169 millions de francs

Page 41

41

Explication des écarts comptes – budget

Etapas entre le budget 2025 et les comptes 2025



Page 42

42



31.03.2026

## Explication des écarts comptes – budget

### Incertitudes dans le budget 2025

**Préparation du budget 2025 en septembre 2024**

**Etablissement des hypothèses de croissance avant le début de l'année fiscale 2025**

**Impossibilité d'anticiper les événements exceptionnels ainsi que leur ampleur**

**Difficulté d'appréhender les conséquences des résultats de certains secteurs économiques sur les revenus des personnes physiques l'année suivante**

**Evaluation des impôts non périodiques par l'observation du passé**

**Adaptations méthodologiques visant à réduire les écarts entre les budgets et les comptes**

Page 43

43

## Explication des écarts comptes – budget

### Situation dans les comptes 2025

**Pour les impôts nécessitant une estimation dans les comptes, évaluation en janvier 2026**

**Hypothèses de croissance établies en janvier 2026, après la fin de l'année fiscale 2025**

**Réalité constatée pour 2024 meilleure que prévu par les modèles**

**Informations sur 2025, obtenues auprès des contribuables importants, plus favorables qu'attendu par le modèle**

**Détérioration de la situation des personnes morales probablement due aux incertitudes occasionnées par les droits de douane américains**

**Impôts non périodiques comptabilisés en fonction de ce qui a été réalisé en 2025**

**- Donations importantes**

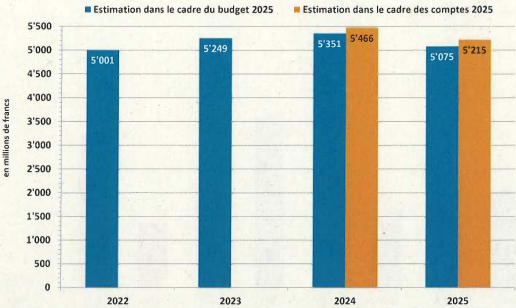
**- Transactions exceptionnelles pour l'IBGI + effet de la LEFI**

Page 44

44

Explication des écarts – Personnes physiques

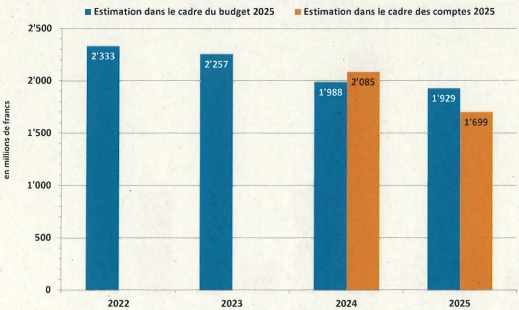
Impôt cantonal sur le revenu et la fortune  
(par année fiscale, en restituant les correctifs aux années correspondantes)



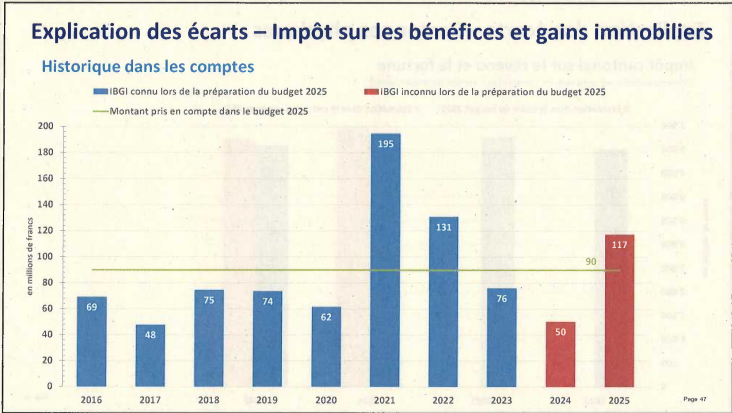
45

Explication des écarts – Personnes morales

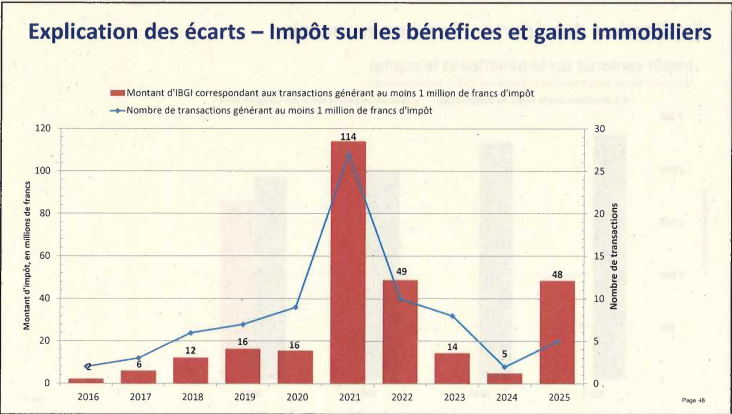
Impôt cantonal sur le bénéfice et le capital  
(par année fiscale, en restituant les correctifs aux années correspondantes)



46



47

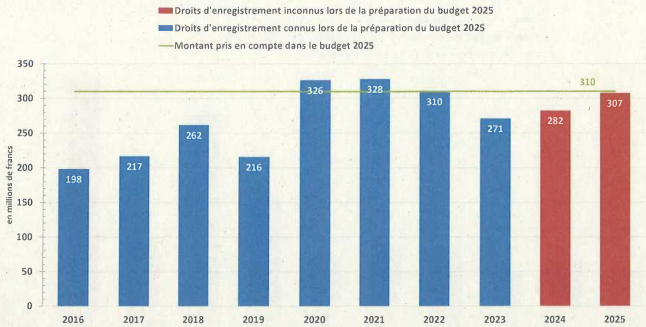


48



Explication des écarts – Droits d'enregistrement

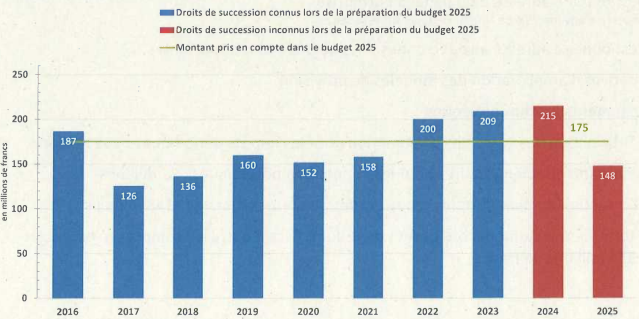
Historique dans les comptes



49

Explication des écarts – Droits de succession

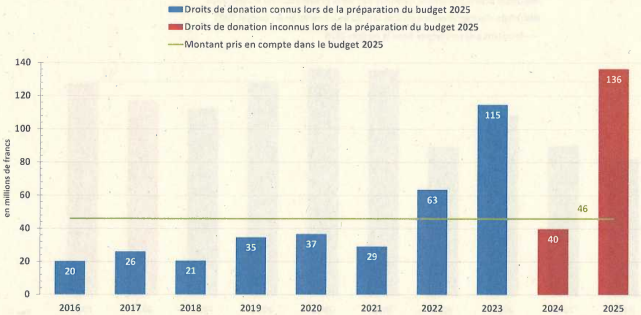
Historique dans les comptes



50

Explication des écarts – Droits de donation

Historique dans les comptes



Page 51

51

Mesures pour limiter les écarts entre les budgets et les comptes

Questionnaire adressé à un panel d'entreprises  
représentant environ 75% de l'impôt cantonal sur le bénéfice

Questionnaire adressé aux personnes physiques les plus importantes

Tentatives d'amélioration des modèles de prévision

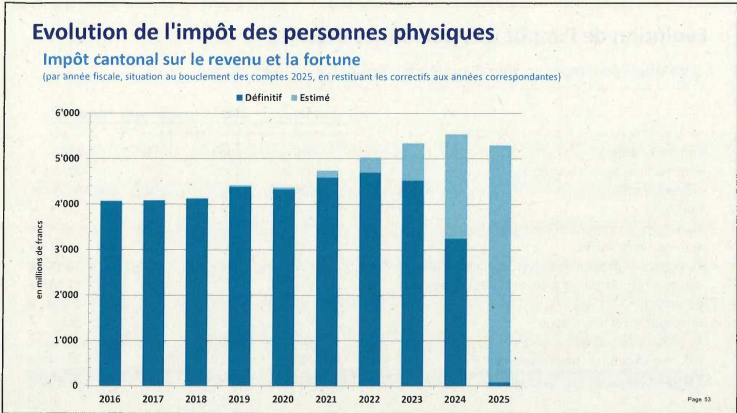
Ajustements méthodologiques

- Anticipation des correctifs d'estimation pour les impôts périodiques : 169 millions
- Montants supplémentaires pour les impôts non périodiques : 37 millions
- Correction du biais dans les réponses des personnes morales : 148 millions

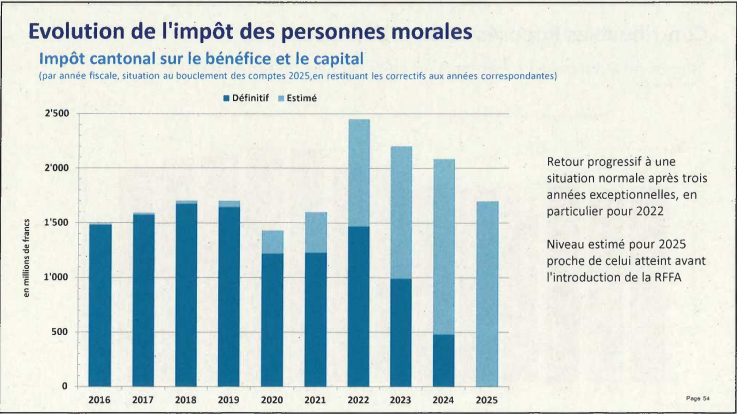
Au total, ces ajustements ont permis de réduire l'écart entre les comptes et le budget  
de 354 millions de francs

Page 52

52



53



54

Evolution de l'impôt des personnes morales

Evolution de l'impôt cantonal sur le bénéfice entre 2024 et 2025

(Situation évaluée dans les comptes 2025, en restituant les correctifs pour l'année fiscale 2024)

Date du questionnaire sur l'évolution du bénéfice : 01.2026	2024	2025	Evolution entre 2024 et 2025	
	en mio\$ de francs	en mio\$ de francs	en mio\$ de francs	en %
Commerce de gros	730	538	- 192	- 26.3%
Activités financières, assurances	371	295	- 75	- 20.4%
Autres branches	124	72	- 52	- 42.2%
Horlogerie	260	229	- 31	- 12.0%
Transports, information et communication	93	73	- 20	- 21.6%
Activités immobilières	52	45	- 8	- 14.8%
Commerce de détail, entretien et réparation d'automobiles	22	19	- 4	- 16.8%
Industrie manufacturière (hors chimie et horlogerie)	17	15	- 3	- 15.0%
Construction	19	17	- 2	- 12.8%
Hébergement et restauration	6	5	- 1	- 16.5%
Activités de conseil et de service	196	196	- 0	- 0.2%
Industrie chimique et pharmaceutique	10	11	+ 1	+ 10.9%
Total	1'902	1'514	- 388	- 20.4%

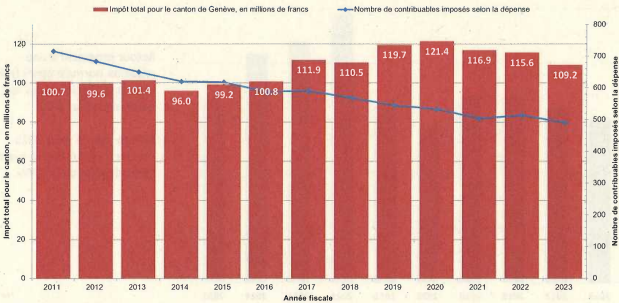
Page 55

55

Contribuables imposés selon la dépense

Impôt cantonal (revenu, fortune, immobilier et part cantonale à l'IFD)

(Situation à fin février 2025)



Page 56

56

31.03.2026



## Compte de fonctionnement

### Tome 2

Yves Fornallaz - DGFE

Page 57

57

## Comptes de fonctionnement 2025

### Guide de lecture du tome 2



Le **tome 2** de l'édition des **comptes 2025** est dédié au fonctionnement

Le **tome 2** contient le détail du compte de fonctionnement par politique publique et par programme.

Il se compose d'une **première partie** sur les programmes avec :

- l'utilisation des crédits et les revenus
- le coût complet
- la situation des postes au 31 décembre
- les objectifs et indicateurs

et d'une **deuxième partie** avec :

- divers tableaux détaillés présentant entre autres la liste des subventions et les dépassements de crédit

Page 58

58



Comptes de fonctionnement 2025

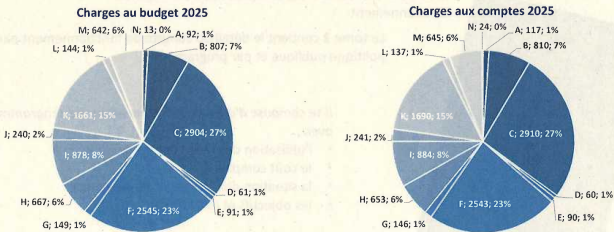
Annexes

- Introduction à la lecture du document (page 5)
- Vue d'ensemble (page 13)
- Effectifs par politique publique (page 471)
- Subventions accordées (page 475)
  - Les subventions sont présentées au niveau détaillé (par libellé de subvention)
- Crédits supplémentaires (page 513)
  - Description des dépassements de crédit selon 3 catégories
    1. Dépassements ayant fait l'objet de crédits supplémentaires soumis et approuvés par la commission des finances
    2. Dépassements de la compétence du Conseil d'Etat conformément à la LGAF et au RPFGB
    3. Dépassements non soumis ou non approuvés par la commission des finances
- Provisions par programme et par nature à 2 positions (page 531)

Page 59

Charges par politique publique au budget 2025 et aux comptes 2025

(en millions et en % - Hors amortissement supplémentaire à la réserve budgétaire CPEG)



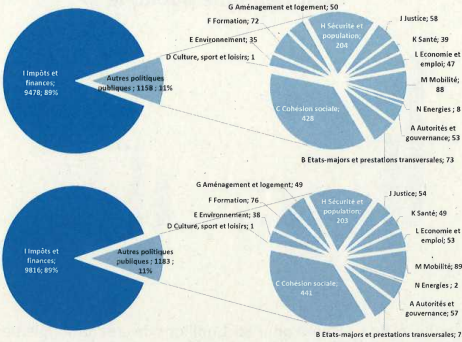
Page 60

Revenus par politique publique au budget 2025 et aux comptes 2025

(en millions et en %)

Revenus au Budget 2025

Revenus aux comptes 2025



Page 01

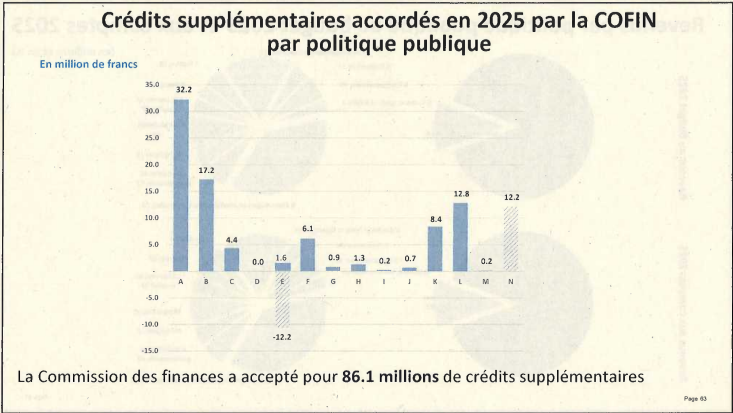
Crédits supplémentaires

Tome 2

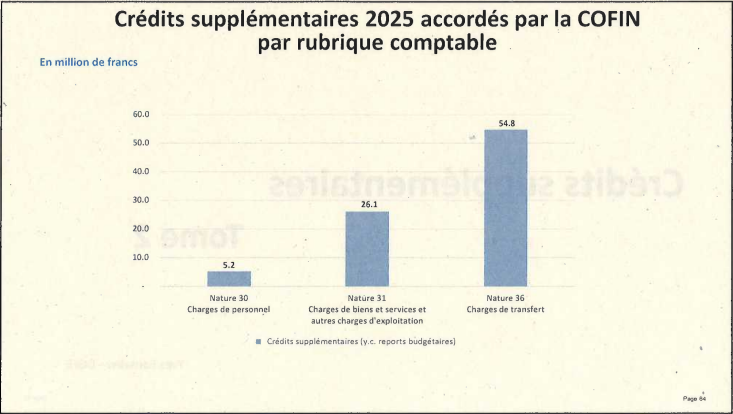
Yves Fornallaz - DGFE

Page 02

31.03.2026



63



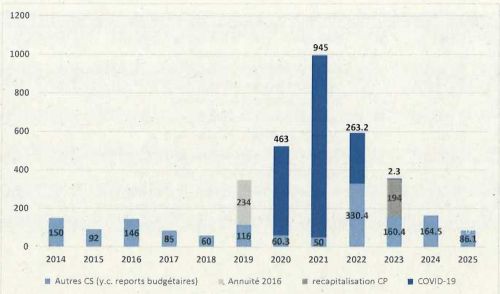
64



31.03.2026

Crédits supplémentaires accordés par la COFIN depuis 2014

En million de francs



Page 65

65

Principaux crédits supplémentaires de compétence COFIN accordés en 2025

En million de francs

Dpts	Prog	Nat	Description	Montant
Tous	Tous	31	Reports de crédits 2024 sur l'exercice 2025	26.1
DF	A04	36	Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale	25.0
DEE	L03	36	Aide extraordinaire ONG (PL 15593 en 2025)	10.0
DSM	K01	36	Financement résiduel soins à domicile	7.6
DF	A04	36	Contribution humanitaire d'urgence en faveur des populations civiles touchées par le conflit à Gaza (PL 13595 avec clause d'urgence)	5.0
DCS	C03	36	EPH - Enveloppe destinée aux nouvelles places	3.7
DIP	F03	30	Financement du foyer de Pré-Lauret par l'office médico-pédagogique (OMP) ainsi que la prise en charge d'élèves au sein de l'enseignement spécialisé	2.3
DEE	L03	36	Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT) Besoins supplémentaires votés le 20 juin 2025, L 13603	1.3
DIP	F02	30	Rentrée scolaire 2025 de l'enseignement secondaire II	1.1
DCS	A02	36	Réserve pour décisions Conseil d'Etat - Financement accordé à la Fondation Chaîne du Bonheur, en faveur du village de Blatten	1.0
			Autres crédits supplémentaires	3.0
			TOTAL	86.1

Page 66

66

Crédits supplémentaires de compétence COFIN  
refusés en 2025

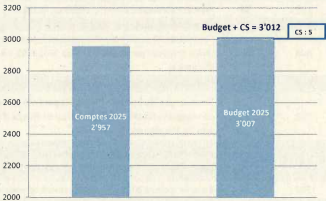
En million de francs

Dpts	Prog	Nat	Description	Montant
DCS	C01	36	Hospice Général - Prestations - Action Sociale	51.4
DSM	K01	36	Prestations stationnaires hospitalières	37.0
DSM	M01	36	Indemnités CTI Unireso -Impacts financiers liés à la gratuité des transports collectifs (projet Chrysalide)	25.7
DIP	F04	36	Mesures éducatives et de placements	18.5
DSM	K01	36	SNRS : Uts d'attente aux HUG	7.7
DCS	C03	36	Prestations complémentaires fédérales - AI	3.9
DCS	C02	36	Prestations complémentaires fédérales - AVS	1.6
DCS	C03	36	Prestations complémentaires cantonales - AI	1.5
DCS	C04	36	Allocations familiales pour personnes non actives	1.5
DIN	H03	36	Placements en détention administrative hors canton	0.2
			TOTAL	149.0

Page 67

Comptes de fonctionnement 2025

Respect du budget et des crédits supplémentaires (CS) nature 30 charges de personnel - compétence du Grand Conseil  
(soit charges de personnel hors provisions) en millions de francs



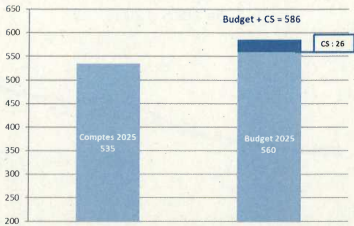
Les comptes 2025 présentent des charges inférieures de 55 millions par rapport au budget 2025 et aux crédits supplémentaires accordés par la commission des finances en 2025.

Page 68

31.03.2026

Comptes de fonctionnement 2025

Respect du budget et des crédits supplémentaires (CS) nature 31 charges de biens et services de la compétence du Grand Conseil (hors provisions, dépréciations et irrécouvrables) en millions de francs



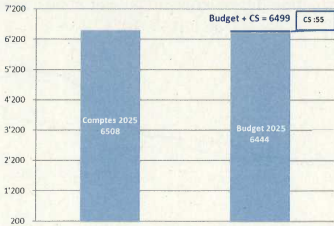
Les comptes 2025 présentent des charges inférieures de 51 millions par rapport au budget 2025 et aux crédits supplémentaires accordés par la commission des finances en 2025.

Page 69

69

Comptes de fonctionnement 2025

Respect du budget et des crédits supplémentaires (CS) nature 36 charges de transfert de la compétence du Grand Conseil  
(soit hors provisions, amortissements et dépréciations) en millions de francs



Les comptes 2025 présentent des charges supérieures de 9 millions par rapport au budget 2025 et aux crédits supplémentaires accordés par la commission des finances en 2025.

Page 70

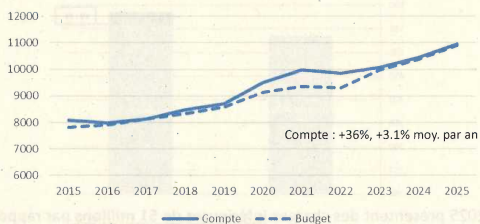
70

31.03.2026

## Evolution historique des charges au compte et au budget de 2015 à 2025

(en millions – Hors amortissement supplémentaire à la réserve budgétaire CPEG)

Evolution des charges au budget et au compte  
de 2015 à 2025



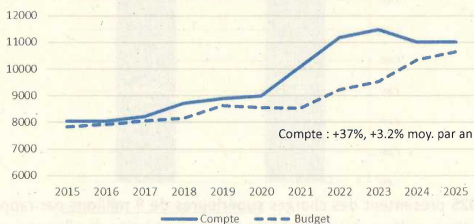
Page 71

71

## Evolution historique des revenus au compte et au budget de 2015 à 2025

(en millions)

Evolution des revenus au budget et au compte  
de 2015 à 2025



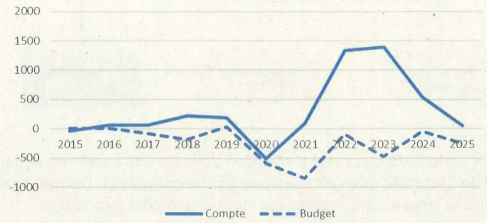
Page 72

72

Evolution historique des résultats au compte et au budget de 2015 à 2025

(en millions – Hors amortissement supplémentaire à la réserve budgétaire CPEG)

Evolution des résultats au budget et au compte  
de 2015 à 2025



Page 73

73



Péréquation  
financière – RPT

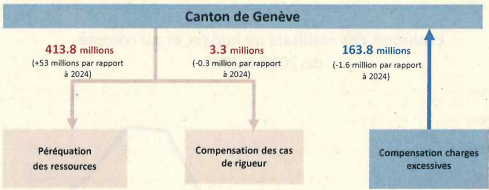
Pierre Béguet - DGFE

Page 74

74

Péréquation financière inter-cantonale (RPT)

Comptes 2025



La participation nette 2025 du canton de Genève s'élève à 253.2 millions, soit une augmentation de 54.2 millions en comparaison aux comptes 2024. Les montants ne présentent pas d'écarts en comparaison aux montants inscrits au budget.

Page 75

Péréquation financière inter-cantonale (RPT)

Péréquation des ressources 2025

La péréquation des ressources se base sur le potentiel de ressources, indicateur permettant de mesurer la capacité fiscale des cantons. Elle est financée conjointement par la Confédération (péréquation verticale des ressources) et les cantons à fort potentiel de ressources (péréquation horizontale des ressources), soit les cantons ayant un indice des ressources supérieur à 100.

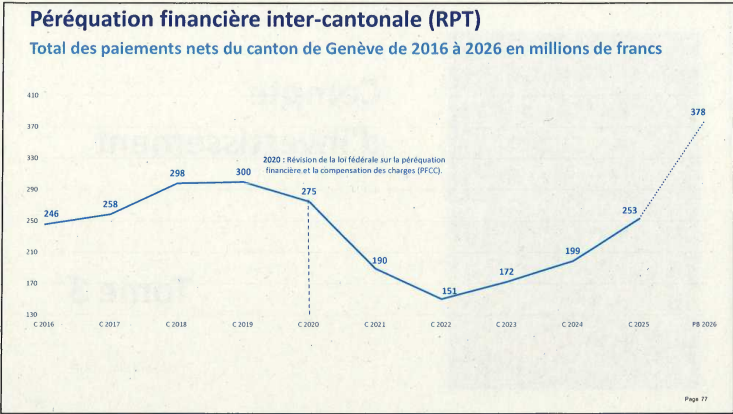
Le potentiel de ressources en 2025 se fonde sur la moyenne de l'assiette fiscale agrégée des années de calcul 2019, 2020 et 2021.

Année de référence	Année de calcul			
2025	2019	2020	2021	
2026	2020	2021	2022	
2027	2021	2022	2023	
2028	2022	2023	2024	
2029	2023	2024	2025	

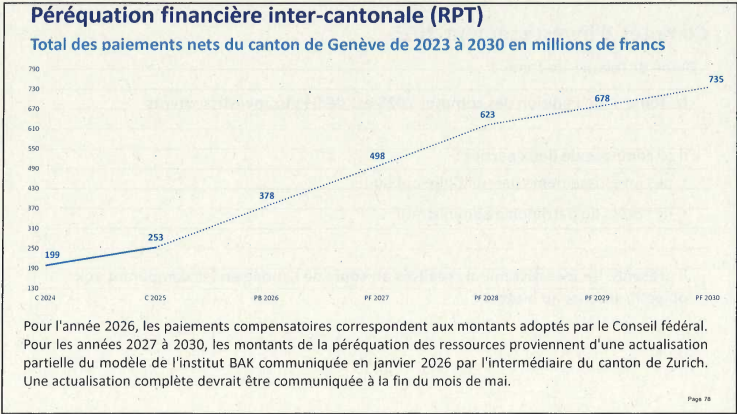
Les années 2022 et 2023 particulièrement favorables en terme de revenus fiscaux pour notre canton impactent les montants compensatoires dès 2026 avec une augmentation de la participation à la péréquation des ressources de 129 millions.

Page 76





77



78



# Compte d'investissement

## Tome 3

Yves Fornallaz - DGFE

Page 79

### Comptes d'investissement 2025

Guide de lecture du tome 3

**Le Tome 3 de l'édition des comptes 2025 est dédié aux investissements**

**Il se compose de deux parties :**

- les investissements par politique publique
- les prêts du patrimoine administratif

**Il présente les investissements réalisés au cours de l'année en les comparant aux objectifs inscrits au budget.**

Page 80



Comptes d'investissement 2025

Synthèse

En millions de francs	Comptes 2024	Budget 2025	Comptes 2025	Ecart C2025/B2025
Dépenses d'investissement	660	756	678	-78
Recettes d'investissement	24	40	33	-7
Investissements nets	636	716	645	-71
Dépenses prêts du PA	7	16	8	-8
Recettes prêts du PA	8	6	10	3
Recettes cessions d'actifs*	2	0	11	11
Solde net	633	725	632	-93

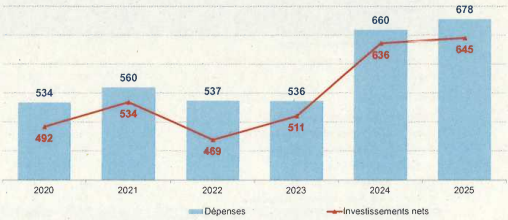
\* Les cessions d'actifs ne sont pas budgétisées

Comptes d'investissement 2025

Evolution des dépenses, recettes et Investissement nets

de 2020 à 2025

(en millions de francs)



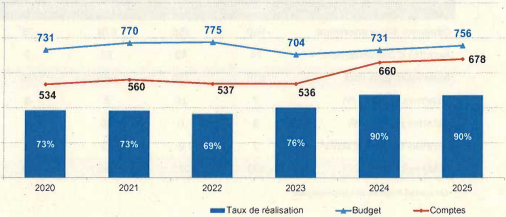
Hors prêts du patrimoine administratif, cessions et transferts d'actifs

Comptes d'investissement 2025

Evolution des budgets, comptes et taux de réalisation

de 2020 à 2025

(dépenses en millions de francs)



Hors prêts du patrimoine administratif, cessions et transferts d'actifs

Page 83

83

Comptes d'investissement 2025

Principaux crédits d'ouvrage

Projets (en millions de francs)	Politique publique	C 2025	
Construction lignes transports publics	M	47	7%
Efficience énergétique et transition écologique bâtiments	B	44	7%
Projets d'agglomération	M	44	6%
Extension de 7 CO	F	29	4%
Construction de logements d'utilité publique	G	23	3%
Electrification de la flotte de véhicules des TPG	M	22	3%
Renaturation Aire et Drize du secteur PAV	E	16	2%
Rénovation d'Uni Bastions	F	14	2%
Projets d'infrastructures ferroviaires	M	12	2%
Subvention pour l'assainissement énergétique	N	9	1%
Total		260	38%

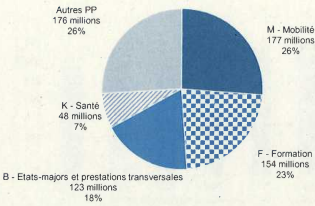
Page 84

84

31.03.2026

Comptes d'investissement 2025

Dépenses par politique publique



Dépenses : 678 millions

M - Mobilité  
F - Formation  
B - Etats-majors et prestations transversales  
K - Santé

représentent  
**74%**  
des dépenses

Page 85

85



Gestion de la dette



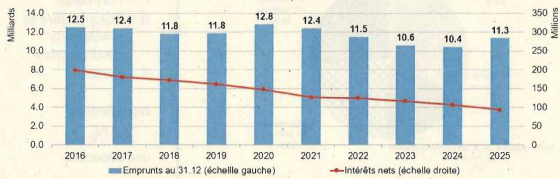
Adriana Jost - DGFE

Page 86

86

Dette et intérêts sur emprunts

Évolution 2016-2025



Dette

Objectifs et Indicateurs du programme I03 en 2025

Objectif de taux : 1.10%

Réalisé : 0.87%

Objectifs de structure :

Réalisé :

- Proportion maximale des emprunts à court terme : 25%
- Proportion maximale des emprunts à taux variable : 30%

18.1%  
11.5%

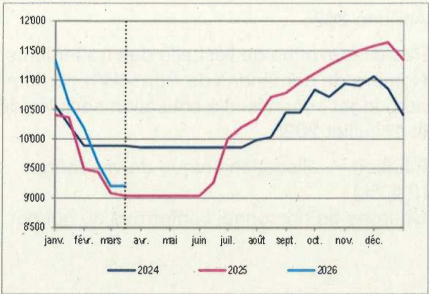
Objectif de stabilisation :

- Planification des échéances : lissage de l'échéancier à long et très long terme

31.03.2026

Dette

Évolution intra-annuelle



Page 89

89



Charges de personnel

Tome 2

André Vuichard - OPE

Page 90

90

Charges de personnel 2025

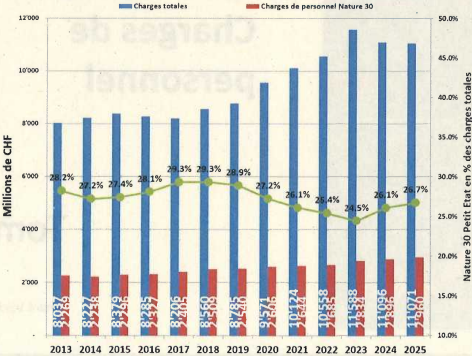
Faits marquants concernant l'exercice 2025 :

- Annuité 2025
- Pas d'indexation de l'échelle des traitements
- Nombre de demandes de **Pont-AVS** conforme au budget ; soumises à cotisation sociales dès le 1<sup>er</sup> juillet 2025
- Inflation → allocation unique de vie chère (0.43%)
- Charges de personnel conformes au budget

Page 91

Charges de personnel 2025

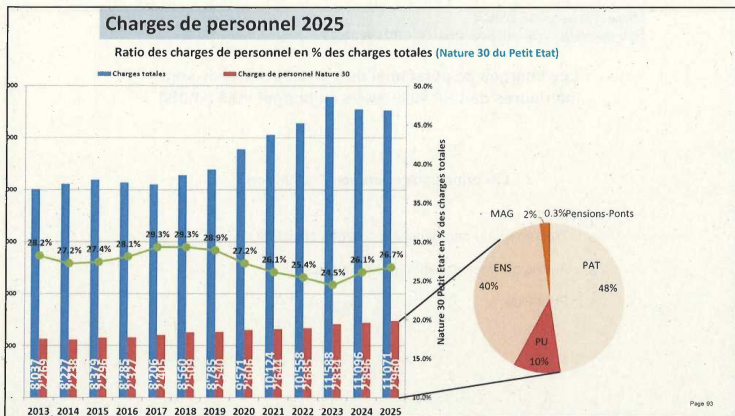
Ratio des charges de personnel en % des charges totales (Nature 30 du Petit Etat)



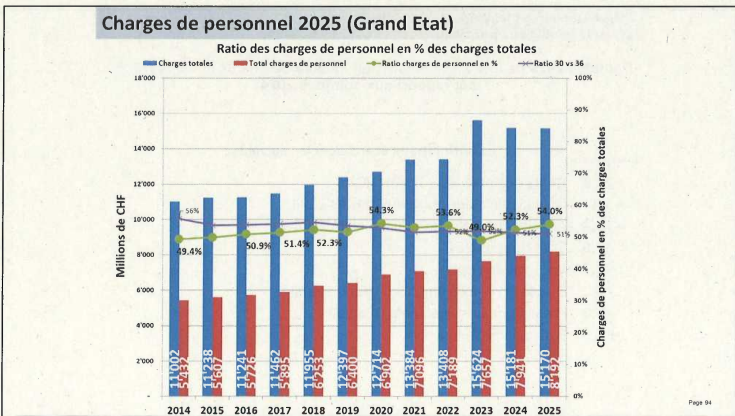
Page 92



31.03.2026



93



94

Charges de personnel 2025  
Eléments relatifs aux principaux écarts - C2025 vs B2025

Les charges de personnel de CHF 2,96 milliards sont inférieures de CHF 40 millions au budget voté (-1,3%)

Les principaux écarts sont les suivants :

- en millions de CHF
- 36 Traitement du personnel (yc charges sociales)
  - 3 Autres charges en 309 (Frais de formation)
  - 1 Pont-Police

Page 95

Charges de personnel 2025  
Eléments relatifs aux principaux écarts - C2025 vs C2024

Comptes 2025 de CHF 2,96 milliards en hausse de CHF 64 millions (+2,2%) par rapport aux comptes 2024

Les principaux écarts sont les suivants :

- en millions de CHF
- + 34,3 Coûts des nouveaux postes 2025
  - + 14,2 Coûts induits des nouveaux postes 2024
  - + 29,9 Annuité 2025 et effet induit annuité 2024
  - 17,5 Effet Noria 2025
  - + 8,7 Vacance de postes
  - 5,2 Dispositif remplacement congés maternité
  - 1,3 Prestations postérieures à l'emploi
  - + 1,3 Évaluations de fonction

Page 96



Charges de personnel 2025  
Principaux dépassements de crédits

Les crédits supplémentaires votés sur la nature 30 totalisent  
**CHF 10,9 millions** en 2025

en millions de CHF      Les principaux dépassements :

- 10,0** DIP – F01+F02+F03+F04 pour 74,1 ETP
- 0,4** PJ – 8 ETP
- 0,2** DIN – Police – 5 ETP
- 0,2** DF – AFC – 4 ETP

Pour rappel :      **CHF 6,8 millions en 2024**  
**CHF 38,4 millions en 2023** (dont 13,5 millions par la commission des finances)  
**CHF 99,2 millions de dépassements en 2022** (Budget en 12èmes)  
**CHF 24,2 millions en 2021** (15,5 COVID)  
**CHF 34,4 millions en 2020** (61 crédits)

Page 97

Effectif du personnel 2025 – Administration cantonale - (ETP permanents)

Consommation des postes en ETP aux 31 décembre 2025 et 2024  
par statut de personnel

Statut de personnel	2024		2025	
	Budget	Comptes	Budget	Comptes
Magistrats	174.0	174.0	174.0	174.5
Personnel administratif et technique	8'874.3	8'470.6	9'070.6	8'638.0
Enseignants	6'824.1	6'808.0	7'021.2	6'952.1
Policiers - Agents de détention	2'189.5	2'178.8	2'202.5	2'213.6
<b>Total</b>	<b>18'061.9</b>	<b>17'631.4</b>	<b>18'468.3</b>	<b>17'978.1</b>
<b>Consommation</b>	<b>97.6%</b>		<b>97.3%</b>	
<b>Vacance</b>	<b>-430.5</b>		<b>-490.2</b>	

Personnel en formation (hors stagiaires police prison) non compris

Page 98

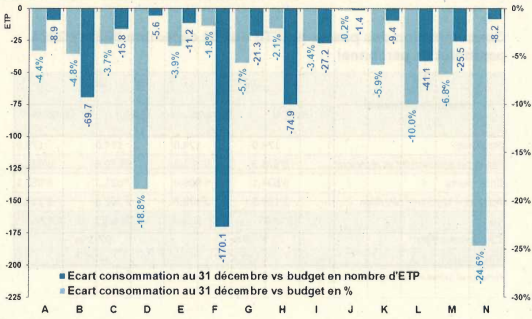
Effectif du personnel 2025 – Administration cantonale  
Principaux écarts par politique publique - (ETP permanents)

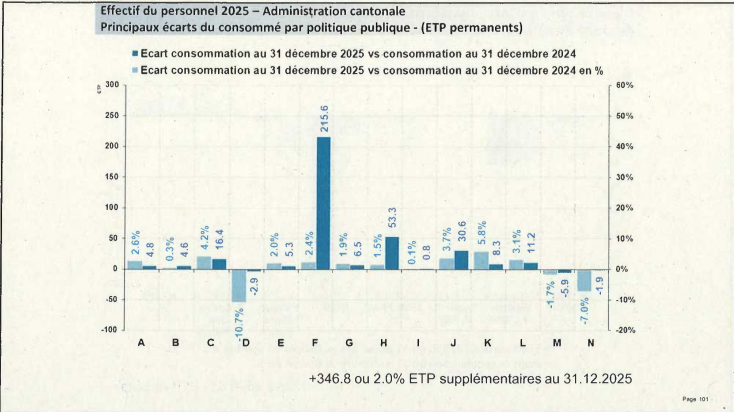
POLITIQUE PUBLIQUE ETAT	Budget 2024	Budget 2025	Consommés au 31 décembre 2025
A Autorités et gouvernance	195.7	201.0	192.1
B Etats-majors et prestations transversales	1'429.7	1'459.8	1'390.1
C Cohésion sociale	408.4	424.2	408.4
D Culture, sport et loisirs	29.4	29.8	24.2
E Environnement	284.0	286.4	275.2
F Formation	9'150.4	9'428.4	9'258.3
G Aménagement et logement	372.5	376.0	354.7
H Sécurité et population	3'594.8	3'633.3	3'558.4
I Impôts et finances	793.8	796.3	769.1
J Justice	835.4	856.2	854.8
K Santé	153.0	159.3	149.9
L Economie et emploi	409.3	412.1	371.0
M Mobilité	375.4	372.5	347.0
N Energie	30.5	33.3	25.1
Total général	18'061.9	18'468.3	17'978.1

Tableau comprenant les ETP des magistrats.

	en nombre de postes	en % de budget
Ecart consommation au 31 décembre 2025 vs budget 2025	-490.2	-2.7%

Effectif du personnel 2025 – Administration cantonale  
Principaux écarts du consommé par politique publique - (ETP permanents)





101

Effectif du personnel 2025 – Entités contrôlées et subventionnées

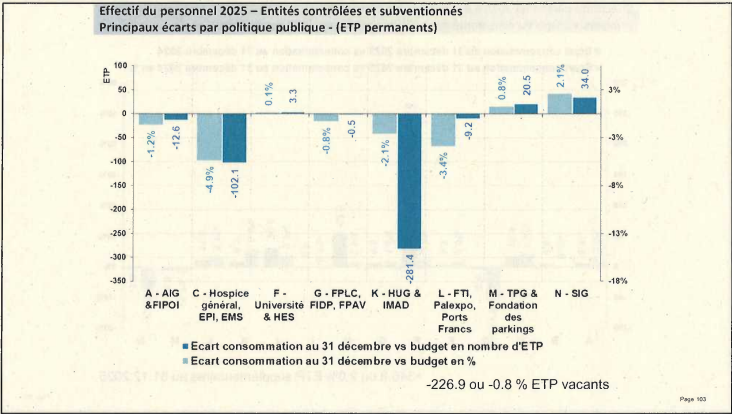
Principaux écarts par politique publique - (ETP permanents)

ENTITES CONTROLEES	Budget 2024	Budget 2025	Consommés au 31 décembre 2025
A Autorités et gouvernance (AIG & FIPOI)	1058.2	1082.3	1069.7
C Cohésion sociale (Hospice général & EPI)	1875.1	2104.9	2002.8
F Formation (Université)	2309.5	2330.1	2333.4
G Aménagement et logement (FPLC, FIDP, FPAV)	66.4	71.3	70.8
K Santé (HUG & IMAD)	13069.8	13658.8	13377.4
L Economie et emploi (FTL Palexpo, Ports France)	275.9	274.0	264.8
M Mobilité (TPG & Fondation des parkings)	2430.6	2676.8	2700.3
N Energie (SIG)	1826.0	1831.0	1865.0
Total entités contrôlées	22'711.4	23'832.2	23'484.1
		en nombre de postes	en % du budget
Ecart consommation au 31 décembre 2025 vs budget 2025		-348.1	-1.5%
AUTRES SUBVENTIONNEES	Budget 2024	Budget 2025	Consommés au 31 décembre 2025
C Cohésion sociale (EMS)	4'129.1	4'137.1	4'265.8
F Formation (HES)	1'170.7	1'200.1	1'201.6
Total autres subventionnées	5'299.8	5'346.1	5'467.4
		en nombre de postes	en % du budget
Ecart consommation au 31 décembre 2025 vs budget 2025		121.2	2.3%

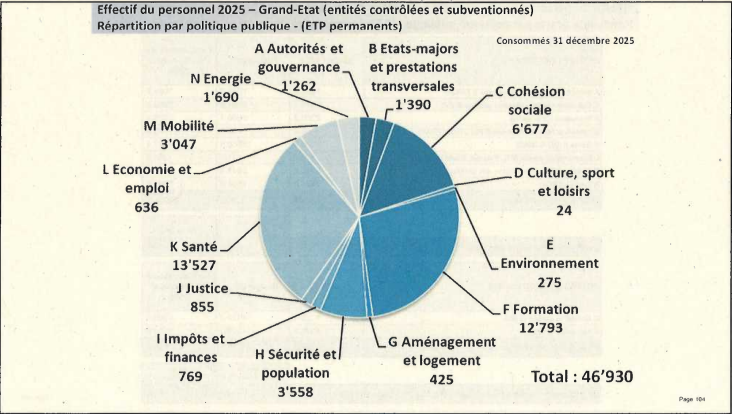
Page 102

102

31.03.2026

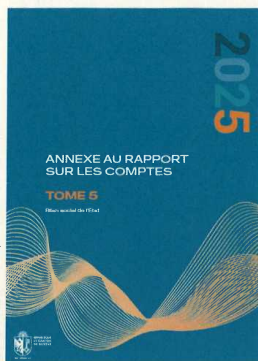


103



104

31.03.2026



## Bilan social de l'Etat

### Tome 5

Yann Schorderet - OPE

Page 105

105

## Bilan social de l'Etat

### Introduction

#### Objectif

- Donner une vision chiffrée du personnel de l'Etat (principales caractéristiques et tendances)
- Suivre les axes du gouvernement en matière de politique RH

#### Thèmes

- Effectifs
- Structure (âges, vieillissement)
- Nationalité, résidence
- Taux d'activité
- Taux d'absence
- Rotation du personnel
- Entretiens d'évaluation
- Promotion de l'égalité
- Rémunération

Page 106

106

Bilan social de l'Etat

Introduction

Stratégie en matière de RH  
Les axes de la politique du gouvernement

- Offrir un cadre de travail propice à l'accomplissement des missions et à la délivrance des prestations
- Promouvoir l'égalité entre femmes et hommes et la diversité
- Permettre à l'administration de s'adapter aux évolutions de la société
- Attirer et fidéliser des collaborateurs et collaboratrices de qualité

Bilan social de l'Etat

Bilan social du Petit Etat

Périmètre

- Les 7 départements de l'administration cantonale
- Le Pouvoir Judiciaire (PJ)
- Le Secrétariat Général du Grand Conseil (GC)

Source d'informations

- Système d'information des ressources humaines (SIRH)
- Données concernant 2025, effectifs au 31.12. en personnel fixe, actif, dans le cadre d'une affectation principale, au budget\*

A noter que les chiffres présentés font référence aux effectifs en personnes (physiques).  
Certains taux (rotation, absences) font toutefois intervenir les postes en équivalent temps plein (ETP).

\* Sauf mention explicite d'autres critères de recensement.



Bilan social de l'Etat

Bilan social du Grand Etat

Périmètre

- 12 institutions autonomes remplissant des missions de nature publique en sus du Petit Etat

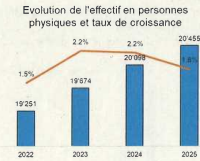


Bilan social de l'Etat

Effectifs

Effectifs globaux

- +357 en personnes physiques en 2025 (+424 en 2024)
- Effectif total de 20'455 personnes
- Ralentissement du taux de croissance
- Légèrement inférieur à 2% (1.8%)
- Proche de la croissance de la population genevoise (1.3%)

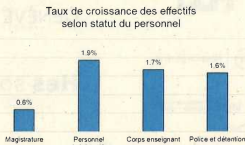
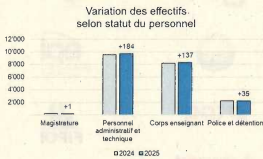


Bilan social de l'Etat

Effectifs

Croissance des effectifs selon statut du personnel

- Essentiellement le résultat de l'augmentation du personnel administratif (PAT) et du corps enseignant
- Pour ceux-ci, les taux de croissance sont proches de 2%



Page 111

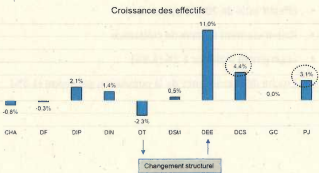
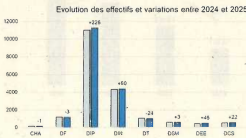
111

Bilan social de l'Etat

Effectifs

Croissance des effectifs selon départements

- Dans l'absolu
- Le DIP est le département qui a connu la forte hausse de ses effectifs
  - Il est suivi par le DIN
  - Changement structurel lié au transfert de l'OCEN du DT au DEE



Page 112

112

- En relatif
- Le DCS et le PJ ont connu les plus fortes croissances



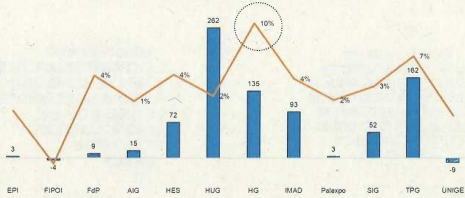
Bilan social de l'Etat

Effectifs

Croissance des effectifs du Grand État

- Les HUG ont connu l'augmentation la plus forte dans l'absolu
- Le taux de croissance a été le plus fort à l'Hospice général (HG)

Variation des effectifs et taux de croissance selon institutions



Page 113

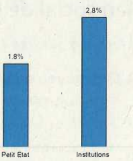
113

Bilan social de l'Etat

Effectifs

Croissance des effectifs du Grand État

- La croissance du Grand État a été plus forte que celle du Petit État
- Le poids relatif du Petit État se réduit



Chiffres clés (2025)

Habitants	537 191
Variation annuelle	+ 6 945 (+ 1,3 %)
Solde migratoire	6 459
Solde naturel	1 486
Proportion d'étrangers	42 %

Source : OCSTAT

Page 114

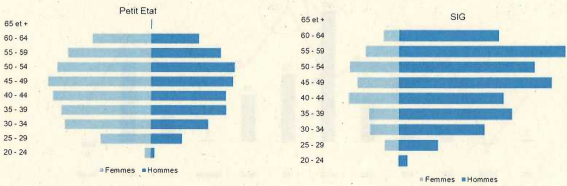
114

Bilan social de l'Etat

Structure par âge des effectifs

Le vieillissement se poursuit

- Au sein du Petit État, la plus forte proportion est observée sur les âges 45 à 54 ans
- le Grand État montre une très grande diversité, en âge et en genre
- La prépondérance des seniors masculins est notamment importante aux SIG



Page 115

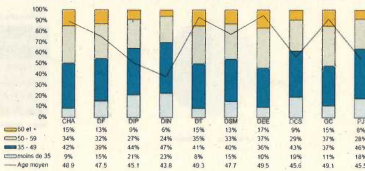
Bilan social de l'Etat

Structure par âge des effectifs

L'âge moyen a légèrement augmenté

- De 45.2 à 45.4 au sein du Petit État
- Il connaît des variations importantes au sein des départements, en fonction des conditions de certains métiers
- Au DEE et au DT, une personne sur deux à plus de 50 ans

Structure par âges : 20% de moins de 35 ans, 72% de 35 - 59 ans, 9% de 60 ans et plus



Page 116

## Bilan social de l'Etat

### Nationalité et résidence

#### Tendance baissière du personnel de nationalité suisse

- La tendance de ces dernières années s'est poursuivie
- Le pourcentage de personnel d'autres nationalités est plus élevé dans les Institutions (près d'une personne sur trois)



Page 117

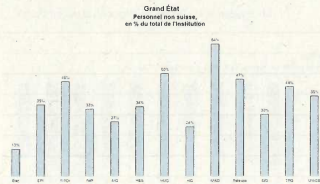
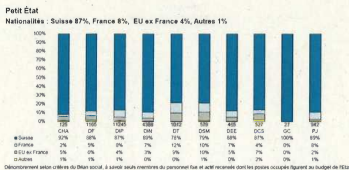
117

## Bilan social de l'Etat

### Nationalité et résidence

#### Tendance baissière du personnel de nationalité suisse

- Le personnel d'autres nationalités est plus élevé au DT (21%)
- Au sein du Grand Etat, il peut atteindre plus de 60%



Page 118

118

31.03.2026

## Bilan social de l'Etat

### Nationalité et résidence

### Personnel résidant dans le canton de Genève

- La proportion des résidents genevois a augmenté, au détriment des domiciles situés hors de la Suisse
- La tendance est plus prononcée au sein du Grand État



Page 119

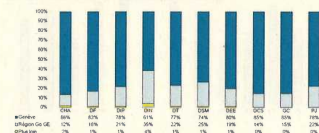
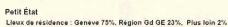
119

## Bilan social de l'Etat

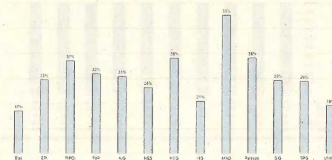
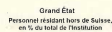
### Nationalité et résidence

### Personnel résidant dans le canton de Genève

- Le DIN compte proportionnellement le plus de résidents en dehors du canton (39%)
- L'IMAD recense le plus de résidents à l'étranger (55%)



Genève s'entend au sens du canton. La région du Grand Genève (Gd GE) regroupe les lieux de résidence situés dans le canton de Vaud et les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie.



Page 120

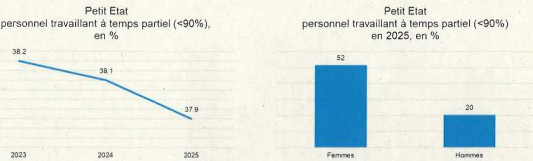
120

Bilan social de l'Etat

Taux d'activité

Tendance à la hausse

- Baisse des taux d'activité partielle
- Le temps partiel est plus populaire auprès du personnel féminin
- La statistique suisse (selon OFS) du temps partiel est similaire pour les hommes (21%), plus élevée pour les femmes (59%)



Page 121

121

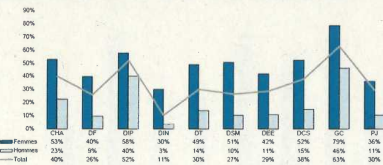
Bilan social de l'Etat

Taux d'activité

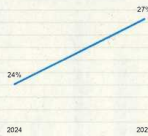
Différences importantes selon les départements ou les métiers

- La pratique du temps partiel est plus répandue au DIP (52%)
- Elle est très faible au DIN (11%)
- Progression de l'activité pratiquée en télétravail (+3%)

Part du personnel travaillant à temps partiel (< 90%) : 37%. Femmes 52%, hommes 20%



Personnel ayant signé une convention de télétravail, en % du total



Page 122

122

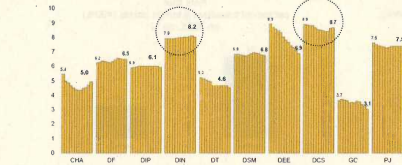
Bilan social de l'Etat

Taux d'absence

Globalement, le taux n'a pas beaucoup bougé (6.7%)

- Des différences importantes sont recensées au sein des départements ; le DIN et le DCS conservent des taux élevés
- Pour la plupart des départements, le taux a baissé ; le poids plus important de certains départements peut influencer le taux global

Taux d'absences en %, évolution sur 12 mois glissants



Les taux d'absences sont calculés sur les périodes consécutives des 12 derniers mois en fonction des dates de référence. Données au 31.12.2025.

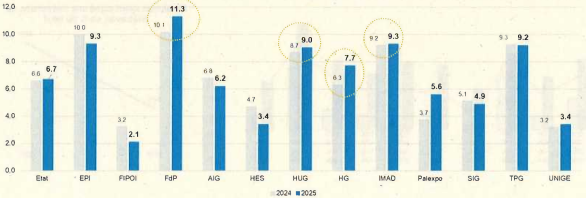
Bilan social de l'Etat

Taux d'absence

Au sein du Grand État, une grande diversité est constatée

- Une Institution sur deux a vu son taux diminuer
- Les taux restent élevés dans les transports et la santé

Grand Etat, taux d'absence en %



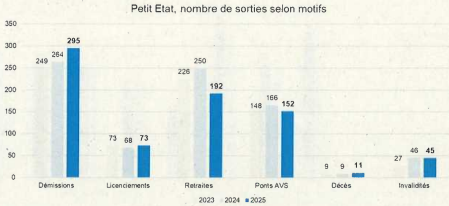


Bilan social de l'Etat

Entrées, sorties

Motifs de sorties

- Le nombre de retraites a reculé
- Les démissions ont continué de progresser
- Les autres motifs sont plutôt stables dans l'absolu



Page 125

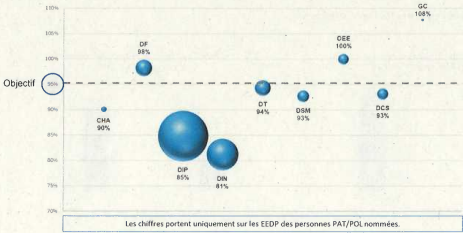
125

Bilan social de l'Etat

Entretiens d'évaluation du personnel

Taux de réalisation de 87.5% globalement

- Changement de méthodologie en 2025
- Notamment pour permettre un taux supérieur à 100% si un entretien est fait plus fréquemment qu'une fois tous les 2 ans



Page 126

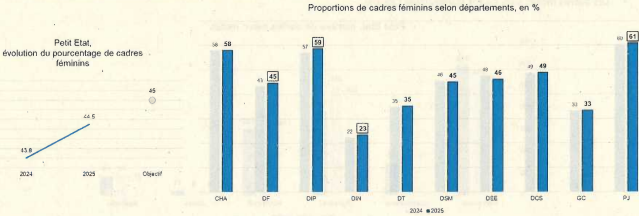
126

Bilan social de l'Etat

Promotion de l'égalité

Représentation des femmes à tous les échelons de l'administration

- La proportion des femmes au niveau des cadres supérieurs a encore gagné des points dans plusieurs départements
- Globalement, le taux a progressé de 0,7% en 2025 ; il se rapproche de l'objectif de 45%



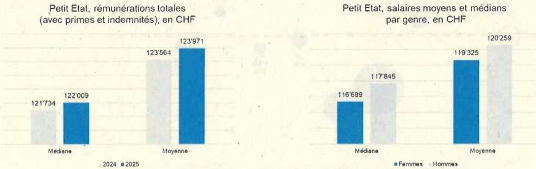
Bilan social de l'Etat

Salaires et rémunérations

Faible progression des rémunérations

0.3% en moyenne

- Égalité respectée entre les hommes et les femmes
- Les différences sont la conséquence des fonctions exercées



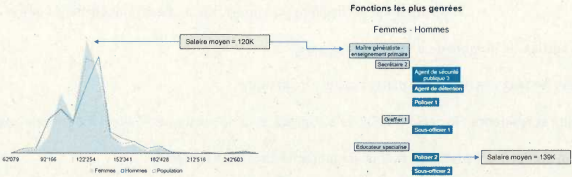


Bilan social de l'Etat

Salaires et rémunérations

Distribution des salaires

- Centrée sur les fonctions les plus exercées (enseignants)
- Certaines fonctions génèrent les écarts de salaires moyens entre les hommes et les femmes
- Exemple : davantage d'enseignantes que de policières



Page 129

129

Bilan social de l'Etat

Salaires et rémunérations

Des fonctions ou métiers différents expliquent également les différences de salaires au sein du Grand État

- La santé et le social montrent des rémunérations plus faibles que l'enseignement tertiaire exigeant une plus grande formation
- Grande diversité au sein des entreprises d'infrastructures, reflet de la technicité des métiers pratiqués

Rémunérations totales moyennes (avec primes et indemnités) selon institutions



Page 130

130

**Bilan social de l'Etat**

**Éléments de conclusion**

- Effectifs** : ralentissement de la croissance au Petit État,  
plus forte croissance au sein du Grand État (HG et TPG)
- Structure démographique** : le personnel vieillit,  
une attention particulière est apportée à la relève dans certaines unités
- Entrées, sorties** : le nombre de démissions a augmenté
- Absences** : les taux restent élevés dans le secteur de la santé
- Nationalité et résidence** : le personnel suisse a diminué, mais le personnel résident à Genève a augmenté
- Égalité** : la proportion de femmes cadres se rapproche encore de l'objectif
- Rémunération** : sans grand changement, faible progression récemment

**Merci de votre attention !**



Thèmes transversaux  
Comptes 2025

Complément au slide 38

Revenus fiscaux	B2025	C2024	C2025	Écarts	
				C2025 - B2025	C2025 - C2024
Date du questionnaire sur l'évolution du bénéfice	09.2024	01.2025	01.2026		
Les montants sont exprimés en millions de francs					
Impôt sur le revenu et la fortune	4'958	5'171	5'119	+ 161	- 53
Impôt sur le bénéfice et le capital	2'015	2'108	1'876	- 139	- 232
Impôt immobilier complémentaire	254	264	242	- 11	- 22
Impôt s/ bénéfices et gains immobiliers	90	50	117	+ 27	+ 67
Produit de l'enregistrement et du timbre	310	282	307	- 3	+ 25
Produit des successions et des donations	221	255	284	+ 63	+ 29
Autres impôts cantonaux	132	135	119	- 13	- 16
Parts cantonales à des impôts fédéraux	882	1'003	964	+ 81	- 39
Impôts, taxes et droits	8'861	9'268	9'028	+ 166	- 241

Thèmes transversaux  
Comptes 2025

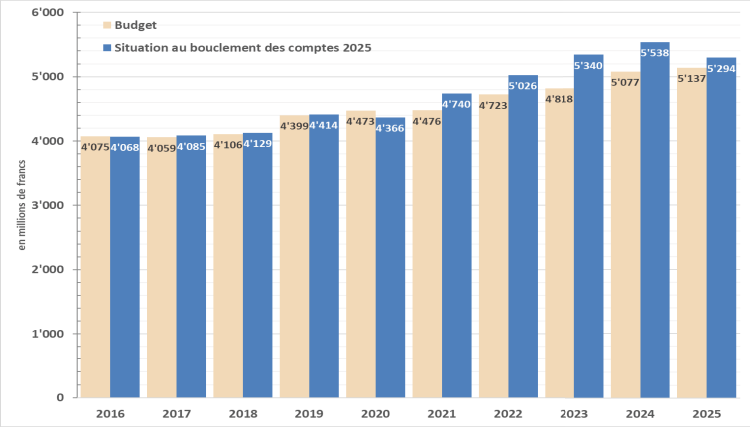
Complément au slide 39

Comparaison comptes - budget

Les montants sont exprimés en millions de francs

Ecart total (C2024 - B2024) :	+ 580	Ecart total (C2025 - B2025) :	+ 166
Impôts courants, année fiscale 2024 :	+ 421	Impôts courants, année fiscale 2025 :	- 22
Correctifs d'estimation sur les années fiscales 2019 à 2023	+ 206	Correctifs d'estimation sur les années fiscales 2020 à 2024	+ 216
Correctifs effectifs pour les années antérieures à 2019	- 43	Correctifs effectifs pour les années antérieures à 2020	- 35
Autres éléments	- 4	Autres éléments	+ 7

Impôt cantonal sur le revenu et la fortune



Impôt cantonal sur le bénéfice et le capital

